



LE DEVOIR



IDÉES

LE MONDE

Denise Bombardier:
Le militantisme réducteur
Page A 11

Un million de sympathisants
attendraient Marcos à Mexico
Page A 8

VOL. XCII N° 52

LES SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 MARS 2001

1,95\$ + TAXES = 2,25\$

PERSPECTIVES

Blanc bonnet, bonnet blanc!

Le nouveau premier ministre Bernard Landry l'avait annoncé et répété: la place réservée aux femmes ne serait pas anodine dans son cabinet. Il fallait même voir, dans le fait que son assermentation a eu lieu lors de la Journée internationale des femmes, un signe des temps. Mais la photo de la nouvelle famille ministérielle révèle que l'opération a surtout été d'ordre cosmétique.

M. Landry a suscité beaucoup d'attentes mais le bouleversement n'est pas venu. La situation n'est ni pire ni meilleure qu'avant. En chiffres absolus, les femmes occupaient huit postes de ministre sur les vingt-sept du cabinet de Lucien Bouchard. Depuis hier, elles sont sept sur vingt-quatre, nombre auquel il faut ajouter une secrétaire d'Etat sur les quatre nommés au total. C'est blanc bonnet et bonnet blanc.

Ce n'est guère mieux au chapitre de l'influence dont jouissent ces femmes. Oh, bien sûr, Pauline Marois devient le numéro deux du gouvernement Landry. En aparté, M. Landry l'a souligné à gros traits dans son discours d'assermentation: «Les commentateurs ont assez écrit pendant longtemps que j'étais l'homme le plus puissant du Québec. Eh bien, maintenant, l'homme le plus puissant du Québec, c'est une femme.»

Mais personne n'est dupe. Mme Marois, qui était politiquement incontournable compte tenu de ses compétences mais également parce qu'elle a jonglé avec l'idée de croiser le fer avec son collègue Landry pour le leadership, détient moins de pouvoir que son prédécesseur. Elle a perdu le ministère de l'Industrie et du Commerce, qui donne une visibilité de premier plan: rubans à couper, subventions à octroyer, emplois à créer. Il semble y avoir des limites à faire entrer le loup — ou plutôt la louve — dans la bergerie. M. Landry a préféré conserver ce poste stratégique dans sa garde rapprochée en le confiant à son fidèle lieutenant Gilles Baril.

Les femmes n'occupent pas, dans le cabinet, la place que leur avait promise Bernard Landry

De même, Mme Marois risque d'avoir peu de marge de manœuvre pour mettre sa touche personnelle au prochain budget. Bernard Landry a pris soin de le ficeler avant de chauffer ses nouvelles chaussures de premier ministre.

Les autres femmes de l'équipe Landry n'acquiescent pas davantage de poids politique. En comparaison, les hommes sont plus nombreux à prendre du galon. C'est notamment le cas des Rémy Trudel, Sylvain Simard, Jean Rochon, Joseph Facal, Paul Bégin et autres Richard Legendre. Louise Harel demeure au volant de son train de fusions municipales. Que l'on soit d'accord ou non sur le fond du dossier, elle a réussi là où avaient échoué ses prédécesseurs. Louise Beaudoin est débarrassée de la patate chaude qu'est la question linguistique — dont hérite Diane Lemieux — et ne conserve que les Relations internationales.

Linda Goupil, Agnès Maltais et Jocelyne Caron sont rétrogradées dans la hiérarchie ministérielle. Mme Goupil n'était vraisemblablement pas prête à piloter le ministère de la Justice; la Famille lui échoit, avec le délicat dos-

VOIR PAGE A 12: BONNET

ÉCONOMIE

Le ralentissement frappe durement l'Ontario

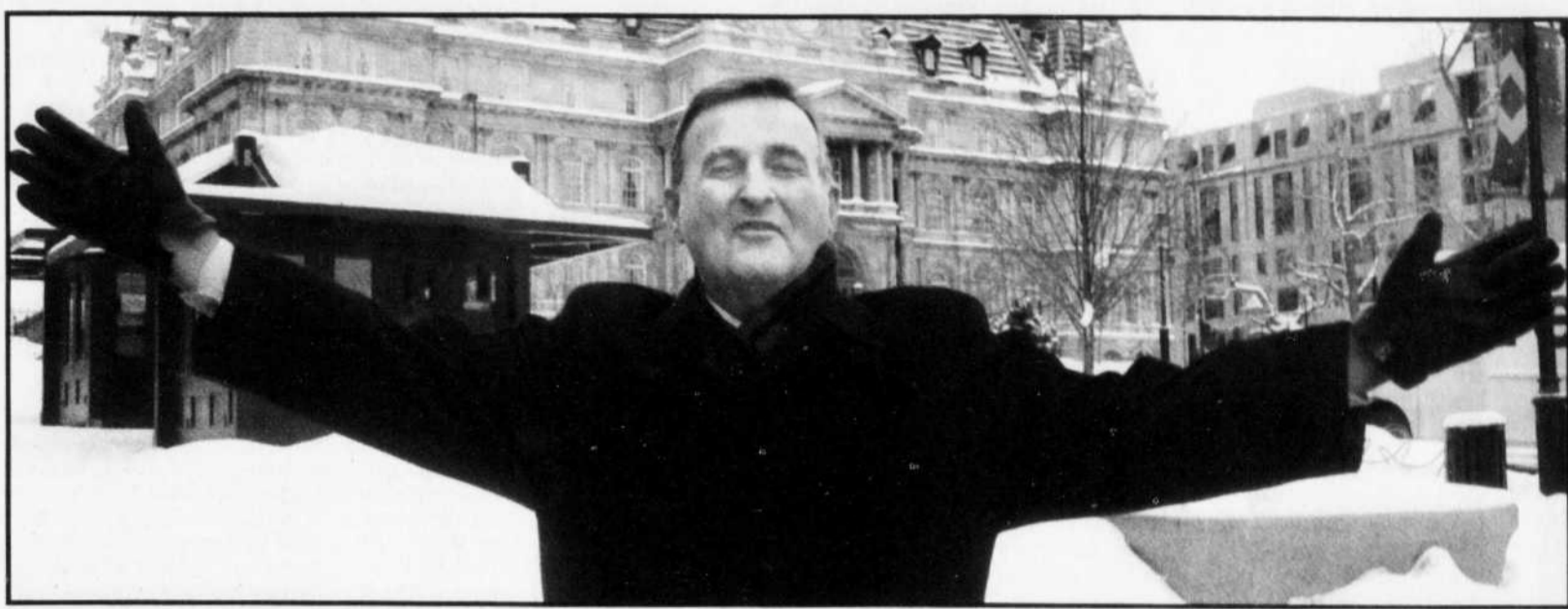
Les chiffres sur l'emploi de février viennent témoigner du ralentissement de l'activité économique en Amérique du Nord. Ce ralentissement vient frapper plus durement l'Ontario, une province fortement tributaire de son secteur automobile. À l'opposé, le Québec, avec son économie plus diversifiée, s'est démarqué le mois dernier avec une création nette d'emplois et un recul du taux de chômage. Sur l'ensemble canadien, l'emploi a reculé de 23 500 en février après être demeuré inchangé en janvier.

À lire, page B 1

Taux de chômage			
	fév. 2000	fév. 2001	variation
Canada	6,9	6,9	0,0
Québec	8,6	8,4	-0,2
Ontario	5,7	6,1	0,4

INDEX

7 83131 00069 6	Annances..... B 9	Idées..... A 11
	Avis publics... B 5	Monde..... A 8
	Bourse..... B 8	Mots croisés B 10
	Carrières..... B 4	Météo..... B 10
	Économie..... B 1	Plaisirs..... B 12
	Éditorial..... A 10	Politique..... A 7
	Fonds..... B 6	Sports..... B 11



L'avance de Bourque n'apparaît pas insurmontable, dit un expert, à condition toutefois que ses opposants ne répètent pas les erreurs du passé.

Sondage Le Devoir-CKAC-Sondagem

Bourque, par défaut

■ Vision Montréal est en avance à Montréal... et en banlieue

■ 60 % des Montréalais réclament l'entrée en scène de nouveaux candidats

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Pierre Bourque s'est forgé une solide avance dans la conquête électorale de la nouvelle ville de Montréal. Mais cet appui des électeurs semble être largement accordé par défaut et n'apparaît pas insurmontable, à condition toutefois que ses opposants ne répètent pas les erreurs du passé.

Selon un sondage Le Devoir-CKAC Sondagem, réalisé du 2 au 7 mars, 35,3 % des électeurs de l'île de Montréal auraient appuyé Pierre Bourque et son parti, Vision Montréal, si les élections s'étaient tenues cette semaine. Gérard Tremblay et son parti, qu'il reste encore à nommer, n'auraient pour leur part recueilli que 17,8 % des votes et le RCM de Mi-

chel Prescott, 13,7 %. Plus de 12 % des répondants ont pour leur part déclaré qu'ils n'auraient pas voté, auraient annulé leur vote ou auraient voté pour un autre parti.

Une fois réparties de façon proportionnelle les 21,4 % de personnes ayant préféré ne pas révéler leurs intentions, l'appui à Vision Montréal grimpe à 44,9 %, celui au parti de Gérard Tremblay à 22,7 %, celui au RCM à 17,5 %, et la proportion des électeurs qui se seraient abstenus, auraient voté blanc ou pour une autre formation, à 15,7 %.

Phénomène intéressant, l'avance de Vision Montréal s'observe aussi bien à Montréal, avec 51 % des appuis exprimés, qu'en banlieue, avec 34 %. L'équipe de

«Si on additionne l'appui au parti de Gérard Tremblay, au RCM et même à Vera Danyluk, on se rend compte qu'une alliance de l'opposition serait déjà en mesure de faire une belle lutte à Vision Montréal.»

VOIR PAGE A 12: BOURQUE

SONDAGE ÉLECTIONS MUNICIPALES - MONTRÉAL

Si les élections avaient lieu aujourd'hui, voteriez-vous pour le parti Vision Montréal de Pierre Bourque, le parti municipal de Gérard Tremblay ou le RCM de Michel Prescott? (opinions exprimées)

	Montréal	Banlieue	Total
Vision Mtl	51 %	34 %	45 %
Parti G. Tremblay	18 %	31 %	23 %
RCM	17 %	19 %	18 %
Autres, nvp, anul.	14 %	17 %	15 %

Comme vous le savez, toutes les municipalités de l'île de Montréal seront bientôt fusionnées pour former une seule grande ville. Pensez-vous que cette fusion sera finalement avantageuse pour tous les résidents de l'île de Montréal?

	Montréal	Banlieue	Total
Oui	55 %	29 %	44 %
Non	46 %	71 %	56 %

Personnellement, souhaitez-vous que d'autres personnalités publiques annoncent leur candidature en vue de l'élection à la mairie de la grande ville de Montréal?

Oui	60 %
Non	27 %
Indécis/discrets	13 %

Santé

Trudel appelle les malades à aller frapper à la porte d'Allan Rock

FRANÇOIS CARDINAL
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le nouveau ministre de la Santé n'a pas perdu de temps pour afficher ses couleurs. Rémy Trudel a en effet exhorté les provinces canadiennes à former un front commun afin d'aller chercher leur part des «disgracieux» surplus qu'Ottawa accumule sur le dos des malades de tous les pays.

Hier, en marge de la première réunion du conseil des ministres de Bernard Landry, le ministre d'Etat à la Santé et aux Services sociaux, Rémy Trudel, s'est fait virulent à l'endroit du gouvernement fédéral. L'accusant de se tenir «les bras croisés sur la sacochependant que les listes d'attente des hôpitaux s'allongent, il demande au ministre de la Santé fédéral, Allan Rock, de délier au plus vite les cordons de la bourse de son gouvernement.

«C'est une situation qui ne peut plus durer. Je n'irai certainement pas, en premier lieu, frapper à la porte de quelqu'un dont on sait que les moyens sont fort limités et qui s'appelle la ministre des Finances [Pauline Marois]. J'appelle vivement la coalition nationale des malades et des personnes en détresse pour aller frapper

VOIR PAGE A 12: TRUDEL

LES SPORTS

Un deuxième rang pour Mélanie Turgeon au super G de Suède



Page B 11

Mesdames et messieurs: The Vulgar Deli!

BERNARD LAMARCHE
LE DEVOIR

«Et les gagnants sont... [roulement de tambours] The Vulgar Deli.» C'était dimanche dernier. Au Spectrum de Montréal, dans le cadre du MIMI, le gala des musiques émergentes. Un groupe relativement nouveau de la scène locale des musiques dites alternatives, néanmoins formé de jeunes vétérans qui connaissent la musique, The Vulgar Deli (VD), remportait le prix du groupe hardcore de l'année.

VD, né il y a deux ans, est formé de trois rockabilly, anciens membres du groupe punk Ripcordz, le batteur François Demers, le bassiste Danny Laflamme et le guitariste John Isherwood, en plus du guitariste Tom Pilon, ex-membre des Vagabonds, des Unknowns et d'Annésie. L'Oncle Costa, une figure bien connue dans le milieu, chanteur de Blood Sausage pendant huit ans et qui collabore toujours avec un pilier de la scène locale, Grim Skunk, est le bruyant cuistot des Deli, dont deux des

VOIR PAGE A 12: VULGAR DELI



Le groupe hardcore de l'année: The Vulgar Deli. De gauche à droite, Danny, Tom, François et John. Dans le fond, le cuistot du groupe, l'Oncle Costa, screamer de métier.

Société dynamique, en pleine expansion, recrute hommes et femmes de talent, de tous âges et toutes nationalités, chefs de file dans leur domaine, pour contribuer à son identité et à son rayonnement sur la scène nationale et internationale.

Exigences : créativité, détermination, grande capacité d'adaptation, volonté de transmettre des idées et des émotions, des formes, des valeurs nouvelles et un esprit critique à des millions de personnes de toutes générations, dans toutes les régions du Québec et sur tous les continents.

Conditions de travail : 17 000 \$ par an, sans avantages sociaux ni sécurité d'emploi. Pas de programme d'assurances, pas de vacances ou de régime de retraite ; ni droit à l'assurance-emploi. Travail selon des horaires irréguliers, le soir et la fin de semaine. La formation, le perfectionnement et le matériel sont aux frais des candidats.

Que penser de la société qui publierait une telle petite annonce?

Cette société existe : nous en sommes les actionnaires et les dirigeants. Ce sont là en effet les conditions de travail que le Québec réserve à ses 38 000 travailleurs culturels, dont 15 000 artistes, ces hommes et ces femmes qui, par leurs réalisations, nous émerveillent, nous transportent, nous font rire, pleurer et réfléchir.

Quelques chiffres :

— Selon les données les plus à jour, le revenu moyen toutes sources confondues d'un artisan des métiers d'art était de 15 698 \$, celui d'un artiste des arts visuels et médiatiques de 18 316 \$, celui d'un musicien de 16 956 \$, et celui d'un danseur, de 12 816 \$.

Une culture florissante

Il y a pourtant de quoi être fiers de notre culture, qui ne s'est jamais aussi bien portée. De nombreux artistes et artisans d'ici s'illustrent aux quatre coins du pays et du monde.

— En 1996, 400 événements québécois ont fait l'objet de tournées ou d'expositions dans des dizaines de pays du globe. Aucune société de population comparable n'est à ce point présente par sa culture à l'échelle internationale.

— Cette année-là, également, 2,7 millions de personnes au Québec, la moitié de la population adulte, ont assisté à 7 000 représentations des arts de la scène.

Un secteur d'activité économique considérable

Manifestement, les arts et la culture constituent des moyens d'expression essentiels à la vie de notre société et contribuent au premier chef à sa valeur identitaire. Mais ce n'est pas tout.

Saviez-vous que le secteur des arts :

- regroupe 38 000 professionnels, dont 15 000 personnes rattachées aux arts et aux lettres ;
- représente 4,8 % du produit intérieur brut du Canada ;
- génère 43 milliards \$ par année en retombées économiques directes et indirectes au Canada ;

et qu'en 1996, **la contribution de la culture et des communications au produit intérieur brut du Québec était équivalente à celle de l'agriculture, des forêts, des mines et des pêches réunies?**

Malgré que ce ne soit pas son but, la culture constitue un secteur économique important.

Les gestes concrets se font attendre

Les gouvernements du Québec et du Canada ont reconnu ce rôle vital des arts et de la culture. Ainsi, il y aura bientôt 10 ans, l'Assemblée nationale du Québec adoptait à l'unanimité une politique culturelle qui a mené à la création du Conseil des arts et lettres du Québec.

Mais les gestes concrets se font attendre. Le Conseil des arts et lettres du Québec (CALQ) a besoin d'un financement récurrent approprié pour s'acquitter pleinement de sa mission. Il est pratiquement impossible pour un ou une auteur(e) de théâtre, pour un concepteur ou une conceptrice et même pour un interprète ou un metteur en scène de vivre uniquement des revenus du théâtre au Québec, malgré la popularité de cet art.

Par conséquent...

Parce que les arts sont une part essentielle de la vie sociale et économique ;

Parce que la culture constitue à la fois le reflet de notre société et de ses valeurs, un moteur de son évolution et une façon de traduire son identité et sa modernité sur la scène internationale ;

Parce que le travail des artistes établis appelle le respect ;


Parce que celui de la relève requiert un soutien accru ;

Parce que ceux et celles qui consacrent leur vie aux arts méritent de disposer de revenus décents ;

Le Conseil québécois du théâtre demande aux dirigeants du pays de tenir parole.

— **Monsieur Jean Chrétien**, votre gouvernement s'est engagé à consacrer 100 millions \$ à la culture : cette somme doit impérativement être affectée au Conseil des Arts du Canada, dont le budget ne représente actuellement que 3 % de l'enveloppe totale du Patrimoine canadien.

— **Monsieur Bernard Landry**, les citoyens en accord avec les revendications du Mouvement pour les arts et les lettres, le Conseil québécois du théâtre estime à 45 millions \$ la somme récurrente additionnelle que le gouvernement du Québec doit accorder au CALQ.

Le coût de cette parution a été assumé par le 

• LES ACTUALITÉS •

Sommet des Amériques

Cuba fait les frais de la clause sur la démocratie

L'exclusion du pays de Fidel Castro oppose les pays des Caraïbes aux États-Unis

MANON CORNELIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

À en croire les débats qui l'entourent, le projet de clause démocratique que l'on souhaite faire adopter au Sommet des Amériques semble parti pour servir avant tout la volonté des États-Unis de tenir Cuba à l'écart, et ce, malgré le souhait contraire de plusieurs pays.

Le sujet est si délicat qu'il a provoqué des vagues hier, lors de la conférence de presse téléphonique donnée depuis La Barbade par le groupe responsable de la préparation du volet politique du sommet. Actuellement, 34 pays participent au sommet, soit tous les pays de l'hémisphère sauf Cuba.

Mais selon Luis Lauredo, représentant américain à la réunion et lui-même d'origine cubaine, «il n'y a pas de pays exclu du processus du Sommet des Amériques. Ce sont les pays qui peuvent s'exclure eux-mêmes en n'adhérant pas aux principes démocratiques». Si Cuba tient des élections libres, ce pays pourra participer au sommet, a-t-il insisté. Pour lui, «la clause démocratique est une forme de test pour être membre de la famille des Amériques», et cela a toujours été sous-entendu depuis le Sommet de Miami, convoqué par les Américains en 1994.

La représentante de La Barbade, Teresa Marshall, a immédiatement apporté un bémol. «La position du CARICOM [le regroupement des pays des Caraïbes] diverge de celle des États-Unis sur cette question. Nous avons toujours dit qu'une approche inclusive à l'égard de Cuba et son intégration à l'hémisphère seraient plus productives. Au Sommet de Santiago, nous avions soulevé la question de Cuba et plaidé pour son inclusion», a-t-elle rappelé avant d'avouer ne pas pouvoir en faire plus pour l'instant puisque les décisions du sommet sont prises de façon consensuelle.

Lorsqu'elle a ajouté, un peu plus tard, qu'«en cette ère d'après-guerre froide [...], nous ne croyons pas, en

particulier dans le cas de Cuba, que ce soit la bonne stratégie d'exclure et d'isoler», M. Lauredo a riposté. Selon lui, le sommet et sa clause démocratique — qui fait l'objet d'un consensus, rappelle-t-il — n'empêche pas chaque pays d'avoir sa propre politique à l'endroit de Cuba. «Cependant, a-t-il ajouté du même souffle, presque toutes les personnes raisonnables vous diront que 42 ans de régime arbitraire sans espoir de voter pour son leader ne correspondent pas à la description la plus libérale de la démocratie.»

Le point de vue des pays des Caraïbes est pourtant répandu, comme l'ont montré les parlementaires présents à l'assemblée de création du Forum interparlementaire des Amériques, à Ottawa cette semaine. En l'absence des Américains, ils ont décidé d'inclure leurs homologues cubains.

Au sommet, cependant, on veut «envoyer un message clair sur la démocratie et le renforcement des institutions démocratiques», a dit Marc Lortie, le représentant personnel du premier ministre Chrétien pour la préparation du sommet. Bien qu'on se défende de viser uniquement Cuba, on n'envisage pas de sanctions pour punir les pays où il y aurait rupture du processus démocratique ou qui se traîneraient les pieds pour combattre la corruption ou la fraude électorale.

L'objectif est plutôt de prévenir des reculs par rapport aux progrès déjà accomplis et de se donner des moyens de réagir, par la voie de la coopération, quand une crise survient, a précisé M. Lortie. Participer au sommet signifie aussi profiter de tous les programmes de coopération qui en découlent, a confirmé M. Lortie. Et, pour l'instant, seul Cuba en est privé.

L'orientation que prend le débat sur la clause démocratique semble donc avoir pour effet d'isoler encore davantage Cuba par rapport à son hémisphère et à pousser l'appareil du sommet dans le sens souhaité par les Américains, en particulier lorsqu'on impose comme seul critère d'inclusion celui choisi par Washington, soit la tenue d'élections libres.

Une étude de l'Institut C. D. Howe

Le bilinguisme a servi les intérêts des francophones

Leur sort sur le marché du travail s'est amélioré et la loi 101 y serait pour bien peu de chose

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

Le bilinguisme est payant pour tous les Québécois, quelle que soit leur langue maternelle.

Telle est la principale conclusion d'une étude réalisée pour le compte de l'Institut C. D. Howe par les économistes François Vaillancourt et Christine Touchette. Le document, publié hier, compare la rémunération des francophones (unilingues ou bilingues) à celle des anglophones (unilingues ou bilingues) et des allophones de 1970 à 1995.

«Il nous semble que la Commission [des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec] devrait recommander des moyens d'améliorer la connaissance de l'anglais par les francophones», écrivent les auteurs de l'étude dans leur conclusion. «Cette connaissance est gage de leur succès économique et donc du succès à long terme du français au Québec.»

L'écart entre le revenu moyen des Québécois francophones et anglophones s'est considérablement resserré depuis 30 ans. En 1970, par exemple, un homme unilingue anglophone gagnait 59 % de plus que son homologue francophone. En 1995, le même anglophone gagnait en moyenne 32 154 \$ et le francophone 26 918 \$, soit un écart de 19 %. En ajoutant la variable du bilinguisme, la différence salariale s'effondre.

Et comme le bilinguisme ouvre la voie à des emplois mieux rémunérés, l'étude recommande son application. En 1995, les hommes francophones qui maîtri-

saient l'anglais recevaient une prime se situant entre 8 et 10 % de leur salaire. Entre 1985 et 1995, les primes au bilinguisme ont grimpé de 9 à 13 % chez les femmes francophones et de 6 à 9 % chez les hommes.

«Il était important de dresser le portrait de la situation du français sur le marché du travail alors qu'on s'apprête à prendre des décisions importantes en matière linguistique», a précisé François Vaillancourt en entrevue.

«Certains vont dire qu'il y a un risque d'assimilation mais je crois que c'est le prix à payer», poursuit le professeur de sciences économiques à l'Université de Montréal. «On peut être recroquevillé sur nous-mêmes et attendre tranquillement, mais on peut aussi jouer le jeu de la culture dynamique et ouverte sur le monde, une culture où on va mettre à l'affiche le Cirque du Soleil à Las Vegas en anglais mais où la compagnie va rester francophone.»

L'étude conclut «sans équivoque» que la situation du français s'est améliorée à pas de géant sur le marché du travail de 1970 à 1985 pour ensuite se stabiliser. Les économistes attribuent ce mouvement à «l'amélioration de la quantité et de la qualité de la scolarité des francophones». En étant mieux éduqués, les francophones ont eu accès à de meilleurs emplois.

Mais encore, ils soulignent que la part grandissante d'employeurs francophones comme les familles Chagnon, Bombardier et Péladeau a également contribué à cette amélioration de la rémunération. Enfin, petite surprise, la loi 101 aurait joué un faible rôle. «Le gros des changements se sont produits avant son adoption», note François Vaillancourt.

Site d'enfouissement en bordure de Saint-Thomas-de-Joliette

L'agrandissement projeté soulève l'ire des citoyens

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Un important groupe de citoyens de Saint-Thomas-de-Joliette vient de prendre fermement position contre le projet de la société EBI d'obtenir le dézonage de trois lots à la limite de cette MRC pour y doubler à tout le moins la capacité de son actuel site d'enfouissement, l'un des plus importants du Québec.

EBI exploite déjà un site controversé à Sainte-Geneviève-de-Berthier, dans la MRC voisine d'Autray, juste en bordure de la MRC de Joliette, malgré l'opposition de nombreux citoyens qui pestent contre ce qu'ils appellent la «complaisance chronique» du ministère québécois de l'Environnement à l'endroit du promoteur.

L'agrandissement du site d'EBI se ferait par contre sur le territoire de la MRC de Joliette, ce qui toucherait quand même la MRC voisine, placée sous les vents dominants et dans le sens de l'écoulement des eaux vers le fleuve et le lac Saint-Pierre, réserve mondiale de la Biosphère. Mais du côté de la MRC de Joliette, plus précisément à Saint-Thomas, on s'oppose aussi à l'agrandissement du site d'EBI, et ce, pour plusieurs raisons que les citoyens viennent de préciser dans un mémoire à la MRC.

Selon ce regroupement, modifier le schéma d'aménagement au profit d'EBI est prématuré, tant que la MRC de Joliette n'aura pas terminé son plan directeur de gestion des déchets. Si le schéma devait être modifié maintenant, cela ouvrirait la porte à sa réalisation, ce qui créerait une situation qui inciterait Joliette à enfouir ses déchets dans la «piscine à déchets» d'EBI, en contraven-

tion des priorités gouvernementales visant la récupération et le recyclage.

Personne ne sait quelle sera la capacité de la future «piscine à déchets», une expression utilisée par plusieurs en référence aux murs de bentonite que le promoteur veut construire autour du site pour isoler des nappes souterraines en utilisant le matériau étanche qui se trouve à 80 pieds sous terre à cet endroit et qui formerait le fond de la «piscine». Au Conseil régional de l'environnement, on pense que la surface dont EBI réclame le dézonage est telle qu'on peut penser que sa capacité pourrait dépasser les 30 millions de tonnes, soit autant que dans l'ancienne carrière Miron à Montréal, l'un des plus importants dépotoirs de toute l'Amérique.

Pour les citoyens de Saint-Thomas, le site actuel suffirait amplement aux besoins des deux MRC voisines pendant au moins 30 ans si elles adoptent des politiques de gestion qui accordent priorité au recyclage et à la récupération. Autoriser même indirectement un site beaucoup plus important, disent-ils, équivaut à ouvrir la porte à la transformation de la région en poubelle pour tout le centre du Québec, un choix de société qu'ils refusent de faire et qu'ils estiment contraire aux principes d'une gestion régionale et écologique des déchets, y compris de la part de la MRC de Joliette.

Cette dernière avait déjà tenté de signer un contrat d'enfouissement de 20 ans avec EBI, ce qui lui aurait évité une grande partie des exigences de la nouvelle politique de gestion écologique des déchets. Mais la ministre des Affaires municipales, Louise Harel, avait refusé d'autoriser ce contrat par souci de conformité avec la politique provinciale de gestion des déchets.

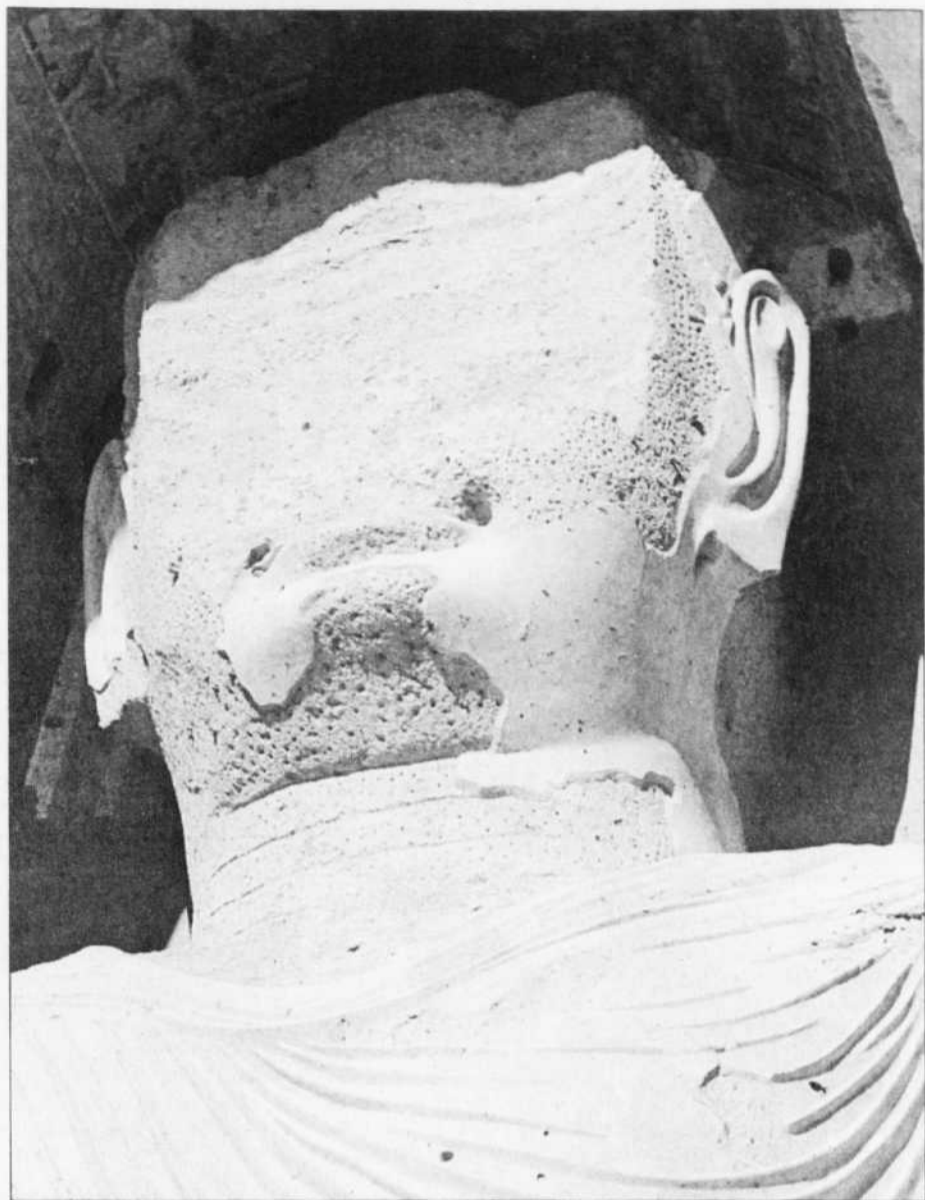
LE DEVOIR

ACTUALITÉS



Pour participer vous adresser au responsable du concours de votre collège

Destruction des deux bouddhas géants en Afghanistan



REUTERS

Les talibans auraient poursuivi leur œuvre de destruction, selon diverses sources.

Rien n'arrête les talibans

AGENCE FRANCE-PRESSE

Kaboul — Les talibans ont poursuivi la démolition des bouddhas de Bamiyan (centre de l'Afghanistan), vieux de plus de 1500 ans, alors que les pressions s'intensifient contre ces destructions iconoclastes de la statuaire préislamique, ont affirmé hier l'opposition et Afghan Islamic Press (AIP).

Un responsable de l'opposition antitaliban a annoncé, de sa base à 40 kilomètres à l'ouest de Bamiyan, que la milice avait repris hier la démolition des bouddhas géants avec des chars, de l'artillerie et des explosifs.

Ahmed Bahram, porte-parole de Hezb-i-Wahdat, un mouvement d'opposition armée hazara — l'ethnie majoritaire dans le centre du pays —, a affirmé qu'il n'était pas en mesure d'évaluer les dégâts infligés aux deux bouddhas géants.

Selon AIP, une agence privée proche des talibans, la milice islamique a dynamité la tête du plus grand bouddha debout du monde (55 m), sculpté, avec plusieurs autres bouddhas, dans la falaise de Bamiyan, entre le II^e et le V^e siècle de notre ère.

Un autre membre de l'opposition, Mohamed Ashraf Nadeem, qui se trouve à Dara-i-Souf, à 150 kilomètres au nord-ouest de Bamiyan, a de son côté affirmé que les deux bouddhas ont été «réduits en morceaux» en citant «un témoin oculaire» venant de Bamiyan qui aurait assisté jeudi soir à leur dynamitage.

Aucun de ces renseignements n'a pu être vérifié de sources indépendantes.

Le 26 février dernier, le mollah Mohamed Omar,

chef suprême des talibans, avait ordonné la destruction de toute la statuaire afghane préislamique, notamment les statues bouddhiques, pour prévenir l'idolâtrie.

La milice islamiste a ensuite affirmé à plusieurs reprises ces jours derniers que les destructions seraient menées à leur terme.

Face à ce vandalisme annoncé, les pressions de la communauté internationale se multiplient et les délégations se succèdent à Kandahar, la ville du sud de l'Afghanistan où se trouve le quartier général de la milice islamique et où réside le mollah Omar.

Hier, une délégation officielle de la coalition des partis au pouvoir au Japon y a rencontré le ministre des Affaires étrangères, le mawlawi Wakil Ahmed Mutawakel. Selon AIP, le ministre taliban a réaffirmé que la décision de démolition «était une affaire interne».

Le ministre pakistanais de l'Intérieur, le général Moinuddin Haider a annoncé qu'il se rendra à Kandahar aujourd'hui pour tenter de convaincre les talibans de mettre fin aux démolitions, «conformément à l'esprit de tolérance ordonné par l'Islam et pour répondre aux sentiments» de la communauté internationale.

L'Égypte va envoyer un émissaire pour discuter avec les talibans tandis que le premier ministre sri-lankais Ratnasiri Wickremanayake est attendu aujourd'hui à Islamabad, où il doit demander au régime militaire du général Pervez Musharraf d'user de son influence sur la milice afghane.

Le Pakistan est le principal et pratiquement unique allié des talibans, dont le régime n'est pas reconnu par la communauté internationale.

L'absence de culture ontarienne

Diane Lemieux attise la colère du Canada anglais

La ministre de la Culture tente de corriger l'impression laissée lors de son assermentation

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

La nouvelle ministre d'État à la Culture, Diane Lemieux, affirme qu'il n'a jamais été dans son intention «de dénigrer ou de diminuer la qualité et la diversité de la production culturelle ontarienne» par les propos qu'elle a tenus lors de la prestation de serment du cabinet Landry.

Lors d'un bref point de presse, jeudi à Québec, Mme Lemieux a affirmé qu'«il n'y a pas vraiment de culture ontarienne. On est moins capable de la nommer que la culture québécoise».

Hier, Mme Lemieux a expliqué qu'elle avait tout simplement voulu dire qu'«existe au Québec une culture spécifique, celle de la nation québécoise, qui ne peut être vue comme une composante régionale de la culture canadienne, ainsi qu'a voulu la définir la ministre fédérale du Patrimoine». Elle a ajouté: «On ne peut pas dire cela de la culture telle qu'elle existe en Ontario, laquelle peut être proprement vue comme une composante régionale de la culture dite canadienne.»

Sheila Copps a réagi dans une lettre envoyée hier à son homologue provinciale. «Lorsque nous décrivons la culture canadienne ou la culture d'une province ou d'une ville, nous le faisons d'une façon inclusive en reconnaissant l'apport de toutes les facettes culturelles dans la définition plus large de la culture», écrit la ministre du Patrimoine canadien dans sa lettre dont *Le Devoir* a obtenu copie. «L'Ontario nous a donné des artistes qui ont su faire rayonner la culture chez nous, ici au Canada et ailleurs dans le monde», poursuit-elle en citant les noms d'Alanis Morissette, Michael Ondaatje, Margaret Atwood et Daniel Poliquin.

La nouvelle a également soulevé les protestations du ministre ontarien de la Culture, Tim Hudak, qui a invité Mme Lemieux à faire une tournée de la province pour y constater sur place la richesse de la «production culturelle ontarienne».

Le service des communications de Mme Lemieux

a été submergé d'appels téléphoniques de journaux ontariens hier. «La composition d'un nouveau conseil des ministres est une situation largement émotive et stressante pour tout le monde», a expliqué Marjolaine Perreault, attachée de presse de la ministre Lemieux, pour expliquer la déclaration de sa patronne.

L'affaire a déjà fait la manchette du *Globe and Mail* hier, mais pas celle du *National Post*, qui a à peine évoqué l'assermentation du premier ministre Landry. «Il est toujours dangereux de jouer le jeu de l'insulte, qui entraîne des contre-insultes», a commenté Peter Scowen, responsable de la section métropolitaine de Toronto du *National Post* et ancien rédacteur en chef du *Hour* de Montréal. «Je suis allé à Shawinigan et à Sherbrooke, et je peux dire que la culture québécoise n'est pas drôle, parfois», a-t-il ajouté avec une pointe d'ironie.

M. Scowen a ensuite souligné qu'au Canada, les productions francophones se particularisent plus facilement que les manifestations culturelles du courant anglophone, dominant en Amérique du Nord. Il juge aussi que le débat sur la valeur de la culture ontarienne est légitime entre deux anglophones mais qu'il devient une coulèuvre quand il est servi par une ministre péquiste. «Mme Lemieux pose une question que la CBC et les autres médias soulèvent à toutes les semaines, mais venant d'elle, c'est perçu comme une insulte», a-t-il dit avant de préciser que lui-même aurait peut-être dit la même chose quand il était à Montréal. «Le Québec est bien replié sur lui-même», a-t-il conclu.

De son côté, la porte-parole libérale à l'Assemblée nationale dans le dossier de la culture, la députée de Sauvé, Line Beauchamp, a déploré «l'attitude provocatrice» de Mme Lemieux. «Le milieu de la culture a nettement plus besoin de financement que de discours intolérants», a conclu la députée.

Lire aussi l'éditorial de Paule des Rivières en page A 10

L'armoire, grande et fière, a toujours été témoin de notre histoire.
Elle s'adapte aujourd'hui à nos besoins quotidiens tout en demeurant le classique de nos intérieurs.

15% de réduction sur les armoires Jusqu'au 31 mars 01

MAISON DE MEUBLES
Patrimoine

3932 Autoroute Laval Ouest (coin Curé-Labelle), Laval (Qc) H7T 2P7 450 687 6867

«J'AIME MON PUBLIC»

ADMISSION GRATUITE

« Avec notre prof de chimie, c'est le cas de le dire, on a des atomes crochus! »
François, 5^e secondaire

François a choisi l'école publique

Inscriptions du 12 au 23 mars dans les écoles secondaires de la Commission scolaire de Montréal

Nelson-Martin Dawson
L'Atelier Delisle
L'Amérique du nord sur la table à dessin

Guillaume Delisle, l'un des plus talentueux géographes de cabinet parisiens du début du 17^e siècle, a dessiné les cartes les plus précises de l'Amérique du Nord. Il fut le premier à utiliser les récentes découvertes scientifiques. L'étude du fonctionnement de l'atelier Delisle ouvre une fenêtre sur l'histoire de la découverte du Nouveau Monde.

SEPTENTRION
www.septentrion.qc.ca

RIEN À PAYER AVANT 12 MOIS*

— DÉCORATION —

VENTE DE TAPIS 3 POUR 1

1. TAPIS 1^{ère} qualité 2. SOUS TAPIS gratuit 3. INSTALLATION gratuite

OUVERT 7 JOURS

SPÉCIAL INVENTAIRE

- TAPIS commercial \$0.59 p.c.
- TAPIS berbère \$1.49 p.c.
- TAPIS peluche \$1.49 p.c.
- TAPIS sisal \$2.49 p.c.
- PRÉLART sans cirage \$0.99 p.c.
- PLANCHER DE BOIS à partir de \$1.99 p.c.
- CARPETTE à motif à partir de \$99 ch.

65% JUSQU'À DE RÉBAIS

- STORES
- DRAPERIES
- RIDEAUX
- COUVRE-LITS
- DOUILLETES
- TOILES
- TRINGLES
- DENTELLES

DECOR Design
CLAUDE BOUCHARD

MONTREAL
3645, Boul. St-Joseph Est
Entre St-Michel et Pie IX
514-729-0891

SERVICE DE MESURE GRATUIT

• LES ACTUALITÉS •

EN BREF

Un déficit budgétaire de 1,1 milliard en janvier

(PC) — Le gouvernement fédéral a enregistré un déficit budgétaire de 1,1 milliard en janvier alors qu'entraient en vigueur les mesures d'allègement fiscal précédemment annoncées. L'essentiel de ce déficit est toutefois attribuable à l'Allocation pour frais de chauffage accordée aux propriétaires d'un domicile, dont la facture totale est évaluée à quelque 1,4 milliard de dollars. Au cours des dix premiers mois de l'exercice 2000-01, l'excédent budgétaire a été estimé à 16,4 milliards, ce qui représente une hausse de 4,6 milliards par rapport à celui enregistré lors de la même période, un an plus tôt. D'une année sur l'autre, par ailleurs, les recettes budgétaires ont augmenté de 11 milliards, soit 8,3 %. Les dépenses de programmes ont quant à elle progressé de 6,4 milliards, ce qui inclut la somme de 1,4 milliard accordée dans le cadre du programme d'Allocation pour frais de chauffage.

La Croatie demande l'extradition d'un criminel de guerre

(Reuters) — La Croatie a demandé au Canada l'extradition d'un homme recherché en rapport

avec des crimes de guerre perpétrés en 1991, a confirmé hier l'ambassade croate à Ottawa. « Nous avons déposé une demande pour l'extradition d'un citoyen croate par le truchement des procédures diplomatiques habituelles », a déclaré l'ambassadeur de la Croatie, Andrija Jakovcovic. Selon l'agence de presse croate Hina, le Canada se serait fait demander de remettre Josip Budimcic, un homme de 38 ans qui aurait été membre d'une unité paramilitaire serbe en 1991. Budimcic a été condamné par contumace en 1995 à 15 ans de prison par une cour croate. Il était accusé d'avoir participé à des crimes de guerre, y compris de la torture, et d'avoir complété en vue de la disparition de citoyens croates dans un secteur de la Croatie occupé par les Serbes entre 1991 et 1995.

Le début de la prochaine session est retardé

(Le Devoir) — Le début de la nouvelle session parlementaire est repoussé au 22 mars, à 14h, comme l'a décidé par décret le conseil des ministres de Bernard Landry, qui s'est réuni pour la première fois hier. Ce décret a ainsi mis fin, à 14h hier, à la première session de la 36e législature du Québec. En coulisse, on soutient que cette décision permettra au nouveau premier ministre d'y aller d'un message inaugural lors du début de la session. Habituellement, la session du printemps commence le deuxième mardi du mois de mars, soit, cette année, le 13 mars.

PORTRAIT DE L'ITINÉRANCE

Seuls, malades et débrouillards

L'Institut de la statistique du Québec dévoile les premières données sur ces marginaux

SÉVERINE DEFOUNI
LE DEVOIR

Cinq hommes pour une femme. Une prévalence de l'hépatite B et C cent fois supérieure à ce que l'on recense dans la population en général. Sept personnes sur dix qui souffrent de troubles mentaux. De qui parle-t-on? De ceux dont on ne connaît rien ou presque: les personnes qui bénéficient des ressources pour itinérants. L'Institut de la statistique du Québec a levé le voile hier sur cette gent anonyme dans son *Enquête auprès de la clientèle des ressources pour personnes itinérantes des régions de Montréal-Centre et de Québec, 1998-99*.

L'enquête, commandée par le ministère de la Santé et des Services sociaux, a été menée auprès de la clientèle de 33 centres-ressources comprenant des centres d'hébergement, des soupes populaires et des centres de jour. Sur les 757 personnes interrogées, le tiers est sans domicile fixe, 44 % l'ont déjà été et 20 % vivent dans un logis mais utilisent les services de dépannage alimentaire faute de revenus suffisants.

En majorité, ce sont des personnes seules, qui vivent de l'aide sociale, sauf les jeunes qui, pour la plupart, tirent leurs revenus de plusieurs sources. Ceux-ci ont développé un système D, parfois en adoptant des comportements illicites, en vendant de la drogue par exemple. Si ces jeunes constituent 21 % de la clientèle, pourcentage représentatif de leur proportion dans la société québécoise, les personnes de 30 à 44 ans, elles, constituent la plus grande clientèle (43,6 %) de ces centres-ressources. Or cette catégorie d'âge dans l'ensemble de la population est de 32,6 %. Une donnée surprenante que même la chercheuse principale de la Direction de la santé publique de Montréal-Centre, Louise Fournier, a de la difficulté à expliquer. « Qu'est-ce qui fait que les gens deviennent des sans-abri plus jeunes? Peut-être les troubles mentaux, peut-être la toxicomanie? »

Difficile à dire en fait puisque l'Institut entame l'analyse des données recueillies. L'Institut de la statistique du Québec prévoit publier d'autres analyses sur les personnes qui profitent des ressources pour itinérants. On étudiera entre autres leurs habitudes de vie et les facteurs associés au fait qu'ils deviennent itinérants.

Le premier volume dévoilé hier mettait surtout l'accent sur les problèmes de santé, tant mentale que physique. Par exemple, ce sont les personnes qui sont actuellement sans domicile fixe qui souffrent le plus de troubles mentaux et qui sont atteintes de maladies infectieuses. Une situation qui s'explique peut-être par le fait qu'une personne sur quatre dans cette catégorie n'a pas de carte d'assurance-maladie. La mauvaise santé est tout de même un phénomène généralisé chez ces gens, qui, bien qu'ils soient plus jeunes dans l'en-



ARCHIVES LE DEVOIR
Les données rendues publiques hier causent peu de surprises, si ce n'est la surreprésentation inexplicable des 30 à 44 ans.

semble que la population en général, ont des problèmes de santé physique « nettement plus élevés ». « Ces gens utilisent plus les urgences et les services d'hospitalisation que la population en général. Ce qu'il est difficile de savoir, c'est s'ils reçoivent les bons services, et suffisamment. Des études secondaires plus pointues seront nécessaires. »

Au Réseau d'aide des personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), on accueille ces données avec prudence. René Charest, coordonnateur, dit que les données devaient sortir en 1999. Il déplore que celles-ci sortent au compte-gouttes. « Quand l'équipe a commencé son travail en

1997, elle s'est basée sur des données de 1996. On se demande si la situation se décrit de la même manière en 2001 alors qu'il y a un décalage de cinq ans. »

Les jeunes, par exemple, sont plus nombreux qu'avant à vivre dans l'itinérance, remarque-t-il. Ils sont mal répertoriés dans l'étude, en partie parce que celle-ci s'appuie sur la population de deux grands centres urbains. Or la problématique des jeunes sans-abri se pose de plus en plus en région. Le RAPSIM, qui a créé le Réseau solidarité itinérance en mars 1998 dans neuf villes du Québec, dit que des villes comme Chicoutimi, Trois-Rivières ou Hull voient de plus en plus leurs

jeunes sombrer dans l'itinérance. Puis, autre biais, l'étude s'est faite par l'entremise des ressources existantes pour personnes itinérantes. « Mais les jeunes les utilisent très peu », rappelle-t-il.

Le RAPSIM travaille sur plusieurs fronts, dont celui de l'accessibilité aux services institutionnels. « Le virage ambulatoire a eu pour conséquence de forcer le communautaire à prendre en charge des responsabilités qu'il ne devait pas », dit M. Charest. S'il croit que l'enquête semble se préoccuper de cette réalité, il craint que, « comme d'autres enquêtes qui s'intéressaient à ce phénomène, celle-ci ne débouche pas sur une plus grande accessibilité ».

1007, RUE LAURIER OUEST, OUTREMONT
TEL.: 274-2442

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans • Vêtements de maternité à l'étage

BOUTIQUE
Enfants des longchamps

ARRÊTEZ !

Les oreillers et le matelas suédois Tempur vous permettront de remporter la bataille du sommeil réparateur de tous les soirs.

- Nouveau matériau sensationnel perfectionné par la NASA
- Des essais cliniques ont démontré qu'il diminue la pression et soulage la douleur
- Réduit de 75 % l'agitation et les mouvements au lit

Découvrez pourquoi tellement d'hôpitaux à travers le monde se fient aux matelas suédois Tempur pour améliorer le confort de leurs patients et pour soulager la douleur et la pression.

Arrêtez, pincez-le !



FAITES L'EXPERIENCE TEMPUR

Boutique
Tout pour le Dos

UN RENDEZ-VOUS AVEC LE CONFORT

1 boul. Henri-Bourassa Est, Montréal
www.toutpourledos.com

514-383-1582
1-800-268-1582

Stationnement privé

Nouvelle collection pour femme Printemps/été

Grande sélection de complets italiens

399\$ et plus

doice doice
DONNA UOMO

Pour Elle
277, av. Laurier O.
270-6154
Centre de
Commerce Mondial
844-9125

Pour Lui
Centre de
Commerce Mondial
281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
277-7558

• LES ACTUALITÉS •

Organismes génétiquement modifiés

Le maïs StarLink continue de hanter les Américains

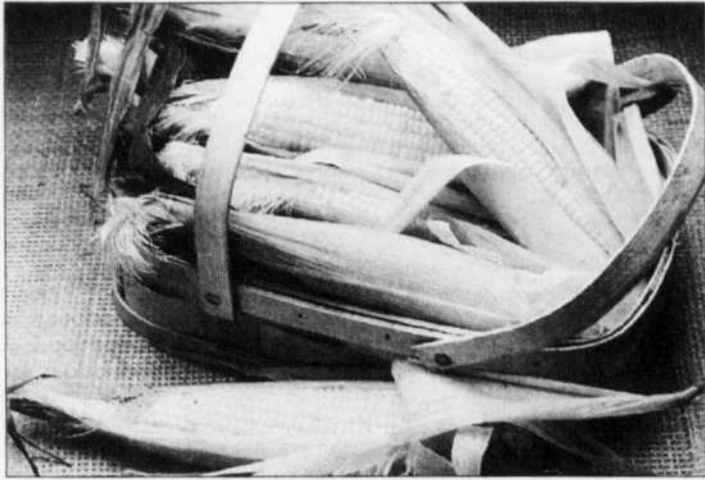
Le gouvernement vient encore de racheter pour 20 millions de semences contaminées

JUDITH LACHAPPELLE
LE DEVOIR

À cette époque de l'année où les agriculteurs achètent leurs semences, le gouvernement américain fait tout pour limiter au maximum la répétition du cauchemar du maïs transgénique StarLink. Des millions de sacs de semences contaminées ont été rachetés, des certifications «sans StarLink» sont exigées tandis que Greenpeace a annoncé avoir encore trouvé des traces de ce maïs sur les tablettes des épiceries américaines. Au Canada, les producteurs qui importent des semences de maïs des États-Unis doivent fournir la preuve que des tests de détection ont été menés.

Le département de l'Agriculture américain a décidé mercredi de racheter quelque 400 000 sacs de semences contaminées, même si le niveau de contamination a été évalué à moins de 1%. Cette nouvelle mesure coûtera 20 millions au gouvernement, une somme qui s'ajoute aux milliards qu'a déjà coûté la saga StarLink au gouvernement américain et au fabricant de la semence, Aventis CropScience.

Le maïs StarLink est génétiquement modifié avec une protéine, le Cry9c, pour résister aux maladies. Le produit avait été approuvé par la Food and Drug Administration pour consommation animale seulement parce qu'on soupçonnait que la protéine pouvait être mal digérée par les humains et provoquer des réactions allergiques. Des fermiers américains ont omis d'isoler les cultures de



StarLink des autres variétés de maïs, avec pour résultat que les grains StarLink ont fini par se retrouver dans des produits destinés à la consommation humaine.

Cet automne, après avoir détecté des traces de StarLink dans des tacos et des céréales, les autorités américaines et Aventis ont racheté des agriculteurs toutes leurs récoltes qui avaient été contaminées. Cette semaine, Greenpeace a dit avoir trouvé des traces de StarLink dans une sorte de saucisse de maïs (corn dog) fabriquée par Kellogg's et vendue aux États-Unis sous la marque Morningstar Farms.

Les Américains ont été contraints de resserrer leurs règles, surtout après que les Japonais ont trouvé des traces de StarLink dans une cargaison de grain qui avait pourtant fait l'objet de tests aux États-Unis. Japonais et Européens, farouchement opposés aux aliments génétique-

ment modifiés, ont bloqué les importations de grain.

Au Canada, outre les produits importés des États-Unis qui ont fait l'objet d'un rappel par la FDA, aucune trace de StarLink n'a été signalée. Mais les a-t-on cherchées? Non, répond le Dr Louise Laferrière, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). «Nous n'avons pas fait de vérification parce que le StarLink n'est pas autorisé pour la culture au Canada.» Par contre, pour la première fois, l'ACIA demande maintenant aux producteurs de maïs qui importent des semences des États-Unis de soumettre leurs produits aux tests de détection recommandés par le département de l'Agriculture américain. Ceux qui ne présenteront pas de certification s'exposent à une visite des inspecteurs de l'agence dans leurs champs. Si les tests sont positifs, c'est toute la récolte qui serait condamnée.

La course aux stages dans les cabinets d'avocats

Il faut d'abord savoir plaider sa propre cause

Les étudiants en droit doivent convaincre leurs aînés de leur faire une petite place pour l'été

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

Chaque année, les élèves des facultés de droit du Québec se préparent pour une compétition bien spéciale: la course aux stages. Chaque année, ce marathon compte beaucoup d'appelés et peu d'élus.

Dès la deuxième année de droit, ceux qui veulent se dénicher un poste de stagiaire dans un grand cabinet doivent se prêter à un exercice de séduction. Si tout fonctionne bien, l'étudiant trouvera non seulement l'endroit où faire son stage obligatoire de six mois à la fin de son cursus mais pourra également travailler à ce bureau durant l'été.

Au début du mois de février, les étudiants doivent envoyer leur curriculum vitae, des lettres de recommandation et un relevé de notes en vue du recrutement printanier des quelque 40 grands bureaux d'avocats de Montréal et de Québec. En tout, ils offrent une centaine de stages par année.

«Il y a environ 15% des étudiants qui se trouvent un stage dans un grand bureau durant leur baccalauréat», souligne Mélanie Joly, étudiante en troisième année à l'Université de Montréal. La majorité des étudiants le décrocheront pendant leur séjour à l'école du Barreau.

La course est donc fébrile car on estime que 50% des étudiants de deuxième année (ils sont environ 1000) vont participer à ce marathon annuel. Et c'est sans compter ceux de troisième année qui ont raté leur coup l'année précédente.

Sur la ligne de départ se retrouvent les étudiants de l'Université de Montréal, de McGill, de l'Université Laval, de l'Université d'Ottawa et de l'Université de Sherbrooke. Les étudiants qui décident de concourir sont intéressés par le droit civil plutôt que par le droit criminel.

«C'est souvent une période de stress intense pour les étudiants», souligne Sophie Alès, responsable du bureau de placement de l'Université de Montréal. «Certains bureaux vont se concentrer sur le relevé de notes mais d'autres vont regarder l'ensemble du dossier avant de sélectionner les candidats. Je crois que le stress est plus fort que la compétition.»

Reflet de la férocité de cette compétition, des étudiants de première année de droit font présentement l'objet d'une enquête à l'Université de Toronto. En fait, 30 des 170 étudiants inscrits auraient envoyé des résultats scolaires falsifiés à de grands bureaux torontois dans le but d'obtenir un emploi d'été.

Le recrutement des bureaux se fait sur une période condensée de trois semaines et les cabinets s'entendent pour respecter un horaire strict. Cette année, les premières entrevues ont débuté lundi, mais ce n'est que le 26 mars, à 8h, que les offres débouleront. Si offre il y a, l'étudiant aura 72 heures pour y répondre.

Entre-temps, il y aura d'autres entrevues, des cocktails, des soupers organisés spécialement

pour les étudiants. Rien ne sera menagé pour les évaluer et ensuite convaincre les plus doués de choisir le «bon» bureau. «Au début, c'est nous qui les courtisons, et à la fin, c'est eux», croit Mélanie Joly.

«L'année dernière, j'ai envoyé 15 demandes et obtenu 13 premières entrevues», raconte Martin Côté, étudiant de troisième année à l'Université de Montréal. «Le rythme est assez effréné: certains ont une entrevue par jour et ça peut être essoufflant.»

À la fin de la course, ce sont les grands bureaux qui s'arrachent les meilleurs étudiants

«Les façons de convaincre varient d'un bureau à l'autre mais certains envoient des cadeaux avec leur offre, soutient Mélanie Joly. Il y a des gens qui reçoivent du chocolat de Pâques, d'autres, des mallettes pour leur portable... S'il y a hésitation, le bureau peut également nous inviter de nouveau à souper. Je peux honnêtement dire que tous ceux qui passent au travers de ce processus de sélection en restent marqués à vie.»

En droit criminel, les étudiants intéressés par la profession de procureur doivent également participer à une course. Au ministère fédéral de la Justice, cette course s'adresse aux étudiants de deuxième année. Au provincial, le recrutement se fait lorsque les étudiants font leur Barreau.

EN BREF

Au centre-ville en train

(PC) — Plus rien ne saurait faire obstacle à un lien ferroviaire entre l'aéroport de Dorval et le centre-ville de Montréal, selon le maire de la métropole, Pierre Bourque. Il affirme que les études sont très avancées et qu'il ne reste plus qu'à trancher entre un tronçon sud, qu'il favorise parce qu'il est plus direct, et un tronçon nord, par Saint-Laurent. Il s'agit maintenant simplement d'attendre que les experts s'entendent.

CONNECTIONS IN MATH
Grade 6
240 pages - 16,30 \$
Les Éditions GUÉRIN
En vente dans toutes les librairies
(514) 842-3481

**William FARMER
Peter RIMMELL
David COOPER
Elizabeth COOPER
Kelly SMITH
Joe HALL**

Depuis 1979
CENTRE DE PSYCHOLOGIE Guin
35 psychologues, membres de l'O. P. Q.
Services personnalisés en consultation et thérapie pour enfants, adolescents, adultes et couples
Évaluation, dérogation, orientation scolaire et professionnelle
Expertise psycho-légale (matrimoniale, criminelle, civile)
P. A. E., C. S. S. T., I. V. A. C., Adoption internationale
39 boul. Guin Ouest, Montréal 514 331-5530

Hochelaga Ltee
Une entreprise familiale à votre service depuis plus de 30 ans
ARMOIRE EN PIN MASSIF FAIT À LA MAIN
En spécial sur place
8729 Hochelaga (coin Desormaux) Montréal
514 354-1030 • 1-800-357-1030

Félicitations!

Félicitations à nos boursiers d'excellence 1999-2000 :

Félicitations à **Marilou André**, récipiendaire du Prix du Lieutenant-gouverneur, auquel le collège a ajouté une bourse de 800 \$. Elle est accompagnée sur la photo de l'honorable Lise Thibault, Lieutenant-gouverneur du Québec, lors de la Soirée Excellence du 21 février dernier.

Médaillés et boursiers de 200 \$ par programme :

- Art dramatique : Alexandre Fortin
- Arts plastiques : Éveline Tanguay
- Cinéma : David Tougas, Corinne Fréchette
- Danse : Marilyne St-Sauveur
- Langues : Marie-Eve Ouellet
- Musique : Amélie Sauvé
- Musique populaire : Karine Houle
- Sciences de la nature : Leila Skalli
- Sciences humaines : Amélie Sauvé
- Architecture : Andréanne Lemaire, Carl Pineau
- Assainissement de l'eau : Mathieu Bergeron
- Informatique : Michel Tanguay
- Soins infirmiers : Karina Barco
- Techniques administratives : Nathalie Derail
- Loisir : Caroline Charron
- Génie mécanique : Frédéric Packwood
- Électronique : Antoine E. Bois
- Excellence scolaire et sportive : Marilou André
- Athlète par excellence : Marie-Josée Côté
- Excellence socioculturelle : Renaud Chassé
- Excellence scolaire et socioculturelle : Marilyne St-Sauveur
- Excellence scolaire et sportive : Alexandre Fradette
- Athlète par excellence : Patrice Godin
- Excellence socioculturelle : Geneviève Labrosse
- Excellence scolaire et socioculturelle : David Tougas

FORMATION CONTINUE :

- Conception assistée par ordinateur : Redha Melouah
- Estimation : Marc Rosa
- Télécommunications : Mohamed Chafik Taleb
- Gestion financière informatisée : Mihaela Sahaidac
- Actualisation programmeur analyste : Tiberiu Chesches

Grands médaillés :

- Médaille du Gouverneur général : Marcella E. Olavarria Turme, 1200 \$
- Prix du Lieutenant-gouverneur : Marilou André, 800 \$
- Secteur pré-universitaire : Alexandre Fradette, 750 \$
- Secteur technique : Melissa Tremblay, 750 \$
- Français : Lionel Budry, 500 \$

Cégep de Saint-Laurent
625, avenue Sainte-Croix, Saint-Laurent (Québec) H4L 3X7
Téléphone : (514) 747-6521 • Télécopieur : (514) 748-1249
www.cegep-st-laurent.qc.ca

«J'AIME MON PUBLIC»

« Monsieur Léon, notre professeur d'arts plastiques, est vraiment spécial. Grâce à lui, j'ai enfin compris le sens du mot création. »
Myriam, 2^e secondaire

Myriam a choisi l'école publique

Inscriptions du 12 au 23 mars dans les écoles secondaires de la Commission scolaire de Montréal

ADMISSION GRATUITE

Commission scolaire de Montréal

UQÀM 13^e COLLOQUE SUR LES LEADERS DU QUÉBEC CONTEMPORAIN

22 au 24 mars 2001

Salle Marie-Gérin-Lajoie
Pavillon Judith-Jasmin (J-M400)
Université du Québec à Montréal
405, rue Sainte-Catherine Est
Montréal, Métro Berri-UQAM
Téléphone : (514) 987-6964
www.uqam.ca/Colloque_FTQ

La FTQ ses syndicats et la société québécoise

Avec, entre autres,

- Raymond Bachand
- Fernand Daoust
- Ghislain Dufour
- Clément Godbout
- Louis Laberge
- Diane Lemieux
- Henri Massé
- Nancy Neamtan
- Claude Ryan

LEON RICHARD ROBE
ARTHUR ANDERSEN
ADF
Hydro Québec
Raymond Chabot Grant Thornton
Québec

LE DEVOIR

POLITIQUE

DIX ANS PLUS TARD

Le rapport Allaire, toujours d'actualité?

«Logiquement, il reste la souveraineté, dit Jean Allaire. Mais le peuple ne veut pas décider.»

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

C'était le dimanche 10 mars 1991. Il y a tout juste dix ans. Le premier ministre Robert Bourassa s'adressait aux membres du Parti libéral du Québec, réunis en congrès à Montréal. Son ministre Claude Ryan avait claqué la porte, la veille, pour afficher son désaccord avec le programme constitutionnel qui venait d'être adopté. Robert Bourassa déclare alors à son auditoire: «Notre premier choix, c'est le Canada.» Dès lors, le rapport de force du Québec allait décliner.

Ce programme constitutionnel était contenu dans un document intitulé *Un Québec libre de ses choix*. Il est mieux connu sous le vocable de «rapport Allaire», du nom du président du comité formé par M. Bourassa au lendemain du rejet de l'Accord du lac Meech, qui reconnaissait le Québec comme une société distincte, en juin 1990.

Ce rapport proposait que l'on négocie avec Ottawa un accord permettant au Québec d'exercer «sa pleine souveraineté» dans 22 champs de compétence, dont, avant tout, la santé, l'éducation et la politique sociale, et que, si un tel accord ne pouvait être conclu, le Québec devienne un pays souverain.

Des demandes non réalistes

Dix ans plus tard, l'avocat Jean Allaire reconnaît que les demandes formulées «n'étaient pas réalistes». Cependant, a-t-il ajouté hier à l'occasion d'une entrevue, il ne fallait pas voir le rapport comme une bible mais bien comme «une arme de négociation extrêmement puissante».

Cette arme prenait la forme d'un référendum par lequel la population était invitée à accorder le mandat au gouvernement du Québec de faire deux choses: négocier un accord avec le Canada et, à défaut d'y parvenir, «que le gouvernement issu du Parti libéral du Québec propose l'accès du Québec au statut d'État souverain; que, dans cette deuxième hypothèse, le Québec offre, au reste du Canada, l'aménagement d'une union économique gérée par des institutions de nature fédérale».



Robert Bourassa et Jean Allaire, le 10 mars 1991, rencontraient la presse pour répondre aux questions soulevées par le nouveau programme constitutionnel du PLQ, le rapport Allaire.

té. «Or, aujourd'hui, la population n'est pas prête à appuyer le plan B, la souveraineté. Et moi, je pense qu'on ne peut pas faire entrer de force dans la gorge des gens un projet dont ils ne veulent pas. Alors, tant que le peuple ne pensera pas autrement, je crois qu'il faut l'écouter.»

Y a-t-il des solutions de rechange? Un référendum sur une réforme de la fédération canadienne,

des «sorties de secours» comme celles proposées par Jean-François Lisée l'an dernier ou par Claude Morin cette semaine dans un ouvrage (*Les Prophètes désarmés?*) qui vient de paraître? M. Allaire est sceptique.

«Le Québec voterait sans doute pour quelque chose comme ça... Puis, après... Le Canada serait obligé de le regarder. Mais qu'est-ce que ça donnerait? Tant que Jean Chrétien sera là... Et au Canada, la Constitution est fermée à clé avec un cadenas, et la clé a été jetée dans le fond de l'océan. Tout est bloqué. Si on regarde ça, logiquement, il reste la souveraineté. Mais le peuple ne veut pas se décider.»

En 1995, M. Allaire avait appuyé le OUI au référendum sur la souveraineté-partenariat. C'est qu'il avait écouté la population, dit-il, et qu'il avait le sentiment qu'elle était prête à se prononcer. Aujourd'hui, il croit que les gens ne veulent pas revivre un tel drame existentiel, ne veulent pas être placés devant un choix déchirant.

Attendre et voir venir

Le fondateur de l'ADQ croit que le mieux est donc d'attendre un peu. Attendre de voir si les mouvements régionalistes qui se font jour dans le reste du Canada vont prendre de l'ampleur et si le Québec pourrait trouver des alliés. Voir comment l'union de la droite au niveau fédéral va progresser et si une solution de rechange aux libéraux de Jean Chrétien va poindre à l'horizon.

En attendant, il souhaite surtout que M. Landry ne tienne pas un référendum perdant pour ainsi «affaiblir encore le Québec». En attendant, il pense que le Québec a du pain sur la planche, utilisant les compétences dont il dispose déjà pour améliorer l'éducation des enfants, remettre sur pied le système de soins de santé, apprendre aux jeunes à parler français convenablement, combattre la pauvreté.

M. Allaire est toutefois persuadé d'une chose: la solution ne viendra pas du Parti libéral du Québec. «Je sais que plus jamais on ne pourra se fier au Parti libéral pour défendre les intérêts du Québec.» Il le sait depuis que son rapport, adopté en mars 1991, a été répudié par une assemblée générale du parti en août 1992. A ce moment-là, M. Allaire s'était levé discrètement de sa chaise et était sorti de la salle dans l'indifférence générale. Au PLQ, aujourd'hui, «on ne donne pas de copies du rapport Allaire à ceux qui en demandent. On prétend qu'il est épuisé», dit son auteur, un sourire aux lèvres.

La formule s'apparente à celle que défend Bernard Landry aujourd'hui. Qui se souvient que le PLQ fut un jour favorable à la souveraineté du Québec?

«À ce moment-là, rappelle M. Allaire, si Robert Bourassa avait fait un référendum, il l'aurait gagné avec une majorité de 72 %, selon les sondages. S'il s'était appuyé sur notre rapport pour créer un rapport de force avec le Canada, je suis convaincu que le régime fédéral canadien aurait été profondément transformé», dit-il.

M. Allaire pense que ce fut «une occasion ratée».

Dix ans plus tard, c'est l'impasse

Et si c'était à refaire, dix ans plus tard? «Si on faisait aujourd'hui le même exercice sérieux d'analyse que nous avons fait à l'époque, nous en arriverions sans doute aux mêmes conclusions, affirme M. Allaire, peut-être avec des nuances sur le contenu des pouvoirs à revendiquer. Mais la principale différence, c'est qu'on ne peut pas appliquer notre proposition aujourd'hui. Les gens ne veulent pas entendre parler d'un référendum. Nous sommes dans une impasse.»

La proposition de 1991 comportait deux volets indissociables: une proposition de réforme assortie d'un plan B, soit la réalisation de la souveraineté.

DISTRIBUÉ PAR
ACTUEL 5 IMPORT DESIGN

ACTUELS
depuis 1984

divan-lit ORIONE

12435, J. Édouard-Samson, Mtl
t : 514.335.0705 sur rendez-vous seulement

e : hmartin@atu5.com
w : www.corintosrl.com

forfait de famille

ford focus 2001 SE berline

Transmission manuelle 5 vitesses

Moteur 2L SPI 4 cyl.

Antidémarrage Securilock^{MC}

Climatiseur

Verrouillage électrique des portes

Radio AM/FM stéréo

avec lecteur laser

Banquette arrière

divisée 60/40

Choisissez le paiement sur 36 mois qui vous convient le mieux

229\$ /mois

Location 36 mois
Avec mise de fonds de 1995 \$
TRANSPORT INCLUS

Mise de fonds ou échange équivalent	Mensualité
1995 \$	229 \$/mois
995 \$	259 \$/mois
0 \$	289 \$/mois

exigez recevez

VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC



www.ford.ca

Transport inclus. Aucun dépôt de sécurité requis. Mise de fonds et première mensualité exigées. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 60 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Sous réserve de l'approbation du crédit. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

• POLITIQUE •

Le vrai bâillon

Liberté de presse et indépendance journalistique. Ces notions fondamentales ne semblent plus aller de soi pour certains hauts gradés des nouveaux empires de la presse. Depuis deux semaines, une controverse fait rage au Canada anglais à ce sujet. Controverse qui met en lumière, de façon plus brutale que la commission parlementaire à Québec, les dangers de la concentration de la presse, en particulier quand elle se fait au profit de magnats qui semblent être indifférents à ces principes et n'avoient en tête que leurs intérêts financiers et partisans.

Au cœur de l'affaire, le rôle du premier ministre Jean Chrétien dans le dossier de l'Auberge Grand-Mère, à Shawinigan, et l'intérêt que lui porte la chaîne Southam, propriété de l'entreprise CanWest Global Communications, elle-même propriété de la très libérale famille Asper de Winnipeg.

Le «Shawinigate» occupe quotidiennement un espace de choix dans les journaux anglophones et les journalistes de la chaîne Southam et du *National Post* sont ceux qui ont le plus fouillé ce dossier. Il y a deux semaines, le commentateur de la chaîne et biographe de Jean Chrétien, Lawrence Martin, y allait d'un long portrait peu flatteur sur la question. Françoise Ducros, directrice des communications du premier ministre, a rapidement répliqué dans une lettre aux journaux, provoquant quelques grincements de dents, mais ça allait. La bombe est venue une semaine plus tard.

David Asper, président du Publications Committee de CanWest et fils d'Izzy Asper, ami personnel de Jean Chrétien, envoyait à tous les journaux Southam un long texte accompagné de la mention «obligation de publier». Les journaux Southam avaient l'habitude des épîtres de leur propriétaire précédent, Conrad Black, qui se permettait de répliquer à l'occasion aux propos de ses scribes. Mais là, la charge est plus large et vient d'un bailleur de fonds du PLC qui trouve que les journalistes en général «en sont pris de façon injuste au premier ministre» plutôt que de s'occuper de questions importantes.

Le fils Asper somme indirectement les journalistes qui «se font les perroquets» du chef conservateur, Joe Clark, de se taire. «La couverture donnée par les médias aux accusations contre le premier ministre a franchi la ligne entre le solide journalisme d'enquête et les insinuations à coup d'adjectifs. Le moment est maintenant plus que venu, pour les accusateurs de M. Chrétien, de présenter des faits solides ou de se taire [put up or shut up]», écrit-il. «Une presse libre est essentielle en démocratie en tant qu'elle agisse de façon responsable. Dans ce cas, les attaques répétées et non fondées contre le premier ministre sont irresponsables», ajoute-t-il.

La plupart des journaux Southam, lus par environ 60 % des lecteurs au pays, ont obéi et publié la missive. Le *National Post*, toujours détenu à 50 % par le très conservateur Conrad Black, a résisté et décidé de ne publier le texte qu'accompagné d'une réplique. D'une seule voix, l'équipe éditoriale a rappelé, en plus de l'histoire de l'affaire, le fait qu'elle restait préoccupée, non pas par des gestes de nature criminelle, mais par ce qu'elle croit être des manquements à l'éthique de la part de M. Chrétien. Et d'ajouter: «Les seuls observateurs



Manon
Cornellier
♦ ♦ ♦

qui ne considèrent pas cela comme sérieux sont des partisans ou ne sont pas au courant des faits qui sont du domaine public depuis un moment. En pareilles circonstances, ce serait abandonner notre devoir et un embarras national si les médias ignoraient cette histoire.»

Depuis, analystes et lecteurs ont mis leur grain de sel dans différents journaux. Hier, c'était au tour de Joe Clark de voir la lettre de M. Asper comme une utilisation abusive de son pouvoir en tant que patron de presse, une conséquence préoccupante de la concentration de la presse et un signe de l'impudence du premier ministre à se défendre lui-même.

Le fait que le fils Asper ait agi de la sorte montre qu'une nouvelle garde montante, dans les médias, ne fait pas la différence entre son rôle de patron d'une entreprise à la vocation très particulière en démocratie et celui de fan puissant d'un parti politique. C'est comme si ses journaux étaient ses outils. Gérer et s'ingérer se confondent. Produire des nouvelles n'a pourtant rien à voir avec la production de beignes. La saveur du jour ne peut dépendre des goûts du proprio.

Le pire est que M. Asper n'est pas seul dans cette galère. Au lendemain de l'élection fédérale, Ivan Fecan, le grand patron de Bell Globemedia, qui contrôle le réseau CTV et certains journaux, présidait le souper-bénéfice des libéraux fédéraux à Toronto et parlait sans aucune gêne de «notre» victoire.

Tout cela survient alors qu'on assiste à une concentration sans précédent de la presse au Canada, assortie d'une convergence entre médias écrits et électroniques. Dans une chronique publiée cette semaine, Hugh Winsor, du *Globe and Mail*, se demandait si cette convergence n'était pas accompagnée d'une complaisance directement associée à la défense d'intérêts financiers. Il notait que les licences de CanWest et de CTV doivent être renouvelées bientôt par le CRTC.

Rien ne dit que la servilité de ces hommes d'affaires envers le parti au pouvoir ait un effet sur le CRTC ni que les journalistes plieront l'échine. Certains, au contraire, confient vouloir être encore plus combattifs pour démontrer leur indépendance. Mais les retombées peuvent être insidieuses, surtout quand une chaîne domine à ce point la presse écrite.

Les liens étroits entre ces patrons de presse et le Parti libéral du Canada sont d'autant plus troublants que l'échiquier politique canadien actuel ressemble quasiment à un système à parti unique tant l'opposition est divisée. Dans pareil contexte, une presse vigilante et indépendante est encore plus importante. Il ne faudrait pas que cette responsabilité soit comprise uniquement par les employés.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Fidèle lieutenant de Bernard Landry, Gilles Baril a hérité, jeudi, de la responsabilité des Régions, de l'Industrie et du Commerce, de la Société générale de financement et du Tourisme. C'est beaucoup, estime Mario Dumont, quand on songe que le jeune ministre est également responsable de l'organisation électorale...

Les inquiétudes de Mario Dumont

Pas de politique, avec les dollars de l'État

Gilles Baril assure qu'il saura faire la part des choses entre ses fonctions ministérielles et politiques

FRANÇOIS CARDINAL
DE NOTRE BUREAU
DE QUÉBEC

Gilles Baril ne voit rien de mal à cumuler les postes d'organisateur électorale et de dispensateur d'aide gouvernementale. Au lendemain de critiques selon lesquelles ces deux tâches seraient incompatibles, le ministre des Régions s'est défendu d'être celui qui «politiserait l'action du gouvernement».

Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, a soulevé un doute jeudi sur la légitimité des responsabilités qui incombent à Gilles Baril. Être responsable des Régions, de l'Industrie et du Commerce, de la Société générale de financement (SGF) et du Tourisme en plus de l'organisation élec-

torale, c'est trop pour un même homme, croit M. Dumont. «Quand la connexion devient trop directe entre l'organisation de cocktails de financement et la distribution de chèques, c'est inquiétant.»

Mais cette inquiétude n'est pas partagée par le principal intéressé. Il rejette d'avance tout problème que cela pourrait occasionner, ne serait-ce qu'aux yeux du public. «Je ne suis pas là pour politiser l'action du gouvernement», a-t-il dit en marge de la première réunion du conseil des ministres de Bernard Landry. «Je suis là pour prioriser l'action du gouvernement, particulièrement dans les régions les plus touchées par le chômage», soit la Gaspésie et l'Abitibi.

Pour ce faire, M. Baril entend «utiliser la même recette» que celle qu'il privilégiait jusqu'à main-

tenant au ministère délégué à la Santé, aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse, qu'il a quitté jeudi. Il ne s'est toutefois pas avancé davantage sur cette «recette». «Il faut me laisser quelques jours, quelques semaines, pour conjuguer à la fois la force du ministère de l'Industrie et du Commerce et la force du ministère des Régions pour mettre en place une meilleure offre de services pour les citoyens.»

Par ailleurs, il ne croit pas que la situation qui prévaut dans les régions soit aussi catastrophique que certains le laissent entendre. «Il y a quand même eu un avancement important sur le plan économique. Il y a moins de chômage, moins de détresse humaine, moins de gens sans emploi, moins de gens à l'aide sociale.»

Thérèse CARON
Nicole GAULIN

FOCUS
A Clear Picture
of English

L'outil pour toute
communication
significative.

En vente dans toutes les librairies

LIDEC inc.
(514) 843-5991

112 pages - 9,25 \$

«J'AIME MON PUBLIC»

«L'école est à 5 minutes de chez nous. Super pratique! Pour mes entraînements de soccer et... quand je passe tout droit le matin!»
Virginie, 3^e secondaire

ADMISSION GRATUITE

Commission scolaire de Montréal

Virginie a choisi
l'école publique

Inscriptions du 12 au 23 mars
dans les écoles secondaires de la
Commission scolaire de Montréal

tarif de groupe

ford focus 2001 SE familiale

Transmission manuelle 5 vitesses
Moteur 2 L SPI 4 cyl.
Antidémarrage SecuriLock^{MC}
Climatiseur
Verrouillage électrique des portes
Radio AM/FM stéréo avec lecteur laser
Banquette arrière
divisée 60/40
Essuie/lave-glace arrière
Porte-bagages
Cache-bagages

249 \$ /mois

Location 36 mois
Avec mise de fonds de 1995 \$
TRANSPORT INCLUS



exigez recevez



VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC

www.ford.ca

Choisissez le paiement sur 36 mois
qui vous convient le mieux

Mise de fonds ou échange équivalent	Mensualité
1995 \$	249 \$/mois
995 \$	279 \$/mois
0 \$	309 \$/mois

Transport inclus. Aucun dépôt de sécurité requis. Mise de fonds et première mensualité exigées. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 60 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Sous réserve de l'approbation du crédit. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

LE DEVOIR

LE MONDE

Sitôt assermenté comme premier ministre

Sharon tend la main à Arafat

Une rencontre est désormais possible

Le nouveau gouvernement d'union nationale israélien semble vouloir reprendre le chemin des négociations de paix. Ainsi, le premier ministre Ariel Sharon, à peine arrivé au pouvoir, a renoncé hier à poser l'arrêt de la violence comme condition à une rencontre avec le président palestinien, Yasser Arafat.

REUTERS, AFP

Jérusalem — Vingt-quatre heures à peine après son investiture, Ariel Sharon a tendu un rameau d'olivier à Yasser Arafat en lui proposant de la rencontrer dès que possible, sans y mettre de condition.

Le nouveau premier ministre israélien excluait jusque-là toute prise de contact au plus haut niveau si le calme et la sécurité n'étaient pas rétablis préalablement. Répondant à un message d'Arafat le félicitant de sa prise de fonctions, Sharon n'a pas réitéré cette condition, précisant qu'une telle rencontre servirait précisément à examiner les moyens de mettre fin aux violences et incitations aux violences.

Avant de tendre ce rameau d'olivier au président de l'Autorité palestinienne, Sharon s'était concerté jeudi soir avec son ministre des Affaires étrangères, Shimon Peres, partisan d'une reprise immédiate des contacts, qui l'a apparemment convaincu d'assouplir sa position.

«J'espère que nous trouverons déjà le moyen de nouer des contacts personnels dans un avenir proche afin de briser le cycle de l'effusion de sang, de la haine et de l'incitation à la violence et de renouer la coopération dans les domaines de la sécurité et l'économie sur le chemin d'une paix véritable», écrit Sharon à Arafat.

Dans l'entourage du chef du gouvernement israélien, on confirme que celui-ci est bien désireux de rencontrer Arafat pour discuter de la fin de la violence, mais on assure qu'il n'a pas renoncé pour autant à son refus d'engager des négociations de fond sans une longue accalmie préalable.

Sharon, qui n'a pas encore fait connaître ses propositions de paix, a néanmoins réaffirmé le credo de son gouvernement de coalition: «Le processus de paix repose sur le principe suprême de la résolution pacifique des conflits et le rejet total de la violence et du terrorisme.»

Il réitère aussi que «la seule façon d'aboutir à la paix chérie est le dialogue et la négociation directe sur la base des accords et des engagements écrits et signés entre nous». Jusqu'à présent, M. Sharon posait comme préalable à tout entretien avec M. Arafat un retour au calme sur le terrain, comme il l'a de nouveau fait jeudi après avoir officiellement pris ses fonctions.

En octobre 1998, M. Sharon, alors ministre des Affaires étrangères, avait rencontré pour la première fois



OMAR QUSINI REUTERS

Quinze mille Palestiniens ont manifesté hier en Cisjordanie en réclamant davantage d'attentats-suicides contre les Israéliens. Certains ont brûlé une affiche d'Ariel Sharon.

M. Arafat lors des négociations de Wye Plantation, aux Etats-Unis, mais avait évité de lui serrer la main. M. Sharon semblait en phase avec son opinion publique.

Une majorité d'Israéliens (60 %) est ainsi favorable à une relance des négociations de paix avec les Palestiniens «uniquement si la violence cesse», selon un sondage publié hier.

Sur le terrain, près de Ramallah, trois Palestiniens ont été blessés, dont un très grièvement, après que des soldats eurent tiré en direction de

leur véhicule qui ne s'était pas arrêté à un barrage, selon des sources israélienne et palestinienne.

Un coup de feu a également été tiré hier dans la bande de Gaza près d'un point d'observation militaire que visitait le nouveau ministre israélien de la Défense, Benyamin Ben Eliezer, a indiqué l'armée israélienne.

L'armée a indiqué, dans un communiqué, que le coup de feu a été tiré en direction d'une base militaire voisine, «sans aucun lien avec la visite du ministre de la Défense».

La Macédoine verrouille sa frontière avec le Kosovo

ASSOCIATED PRESS

Skopje — Déjouant les efforts des soldats américains de la KFOR pour couper leur approvisionnement en armes et en vivres depuis le Kosovo, les rebelles albanophones ont intensifié leurs actions de guérilla dans le nord de la Macédoine. De hauts responsables gouvernementaux se sont ainsi retrouvés pris au piège pendant de longues heures hier dans un petit village près de la frontière.

Conséquence de ces nouvelles violences, la radio d'Etat macédonienne a annoncé la fermeture dans l'après-midi de la frontière avec le Kosovo compte tenu de la situation en matière de «sécurité». Or la majeure partie du ravitaillement de la population civile et de la KFOR, la force multinationale de maintien de la paix de l'OTAN, passe par la Macédoine.

Les nouveaux troubles ont éclaté jeudi soir, lorsqu'un convoi officiel est tombé dans une embuscade tendue par les rebelles dans le village de Brest. Un chauffeur a été tué et les échanges de feu qui se poursuivaient hier ont longtemps empêché les responsables macédoniens, parmi lesquels figurait le ministre adjoint de l'Intérieur, de quitter le village. Ils ont finalement pu être évacués à la mi-journée, selon Stevo Pendarovski, porte-parole de la police.

Les représentants du gouvernement macédonien se trouvaient dans la région pour assurer à la population que Skopje avait la situation en main après le départ des rebelles du village de Tanusevci, à quatre kilomètres au nord de Brest. Ce hameau frontalier avait été évacué jeudi par les rebelles, et les soldats américains de la KFOR se sont depuis déployés dans le village. Selon M. Pendarovski, les auteurs de l'embuscade de Brest faisaient partie des rebelles ayant évacué Tanusevci et qui ont été rejoints par de nouvelles forces venant d'une «zone inconnue du Kosovo».

Dans cette région des Balkans, qui vit dans la crainte perpétuelle d'un embrasement, les voisins de la Macédoine, dont un quart des deux millions d'habitants sont des Albanais de souche, commencent à se mobiliser pour lui apporter leur soutien. La Grèce a annoncé hier l'envoi d'une aide militaire, comme la Bulgarie qui a exprimé sa solidarité aux autorités macédoniennes.

Le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, est pour sa part attendu aujourd'hui à Skopje. Lors d'une conférence de presse hier à Sarajevo, le chef de la diplomatie française a expliqué qu'il allait venir exprimer «notre engagement en faveur de la stabilité et de l'intégrité de la Macédoine».

«Les provocations par des groupes d'extrémistes doivent être arrêtées le plus vite possible», a encore déclaré M. Védrine, qui a jugé que le «retour de la stabilité était l'enjeu le plus important» à l'heure qu'il est. Néanmoins, le ministre est resté flou sur un éventuel déploiement de l'OTAN à la frontière avec le Kosovo. «C'est encore trop tôt pour le dire, a-t-il dit. Des discussions au sein de l'OTAN, et aussi de la KFOR, sont d'abord nécessaires.»

Élections municipales à Paris

Séisme appréhendé

La capitale française pourrait passer à gauche pour la première fois depuis la Commune

C'est un secret de Polichinelle. Une émission vient de l'annoncer: Philippe Séguin a 32 dents, Bertrand Delanoë possède 47 cravates et Jean Tibéri fait 11 de tension!

Pourquoi cet intérêt soudain pour la garde-robe et la santé des candidats à la mairie de Paris? Remplacez les cravates et les dents par des pourcentages et vous découvrirez la façon amusante que Canal+ a trouvée pour contourner l'interdiction de publier des sondages à quelques jours des élections municipales.

A 24 heures du premier tour, la droite française semble se préparer à une de ces défaites dont elle a le secret. Une défaite qui pourrait aussi s'étendre à Lyon et Toulouse puisque toutes les villes de France éliront demain leurs dirigeants municipaux.

Paris pourrait donc passer à gauche pour la première fois depuis la Commune puisque le socialiste Bertrand Delanoë (47 %) devance largement les deux candidats de droite, l'ancien chef du RPR, Philippe Séguin (32 %), et le maire sortant, Jean Tibéri (11 %).

La montée en flèche du candidat socialiste a été l'événement marquant de ces dernières semaines où les candidats de droite ont multiplié les gaffes. Vieux routier de la politique, Philippe Séguin a dû mener campagne contre son propre camp. Dans le climat délétère des procès pour corruption, il n'est jamais parvenu à se démarquer complètement de l'équipe sortante, dirigée par Jean Tibéri. Il a ensuite commis l'erreur de se présenter quatrième sur la liste du 18^e arrondissement. Le message était clair: Philippe Séguin ne serait élu que si la droite décrochait une véritable majorité à Paris. C'est donc qu'il n'avait pas l'intention de diriger un parti d'opposition alors que Bertrand Delanoë est conseiller municipal depuis 25 ans. La correction de ce faux pas, il y a deux semaines, n'a pas permis de modifier la donne. Les élections ne devraient pourtant pas être un plébiscite pour Bertrand Delanoë. Ce socialiste de 50 ans qui a révélé son homosexualité en cours de campagne a une personnalité plutôt effacée. Il doit sa candidature au retrait-surprise du ministre de l'Éducation et ancien ami de François Mitterrand, Jack Lang.

L'avance des socialistes manifeste plutôt la volonté des Parisiens de mettre fin à la domination ininterrompue de la droite depuis 1977. C'est cette année-là que Paris retrouva le droit d'élire son maire, ce qu'on lui avait interdit depuis les révoltes populaires de 1871. Mais le Paris moderne a pratiquement toujours été à droite. C'est pourquoi son passage à gauche serait une grave défaite pour son ancien maire aujourd'hui président, Jacques Chirac.

Depuis deux mois, le débat sur l'alternance l'a largement emporté sur les programmes. Les deux principaux candidats sont demeurés plutôt conservateurs en matière d'environnement. Philippe Séguin s'est fait le défenseur de la création d'une police municipale alors que Bertrand Delanoë s'en tient à l'orthodoxie so-

cialiste, qui rechigne à donner trop de pouvoir à la première ville de France.

Bertrand Delanoë a par ailleurs proposé de doubler le budget culturel et d'augmenter le nombre de garderies. Philippe Séguin souhaite quant à lui le développement de modes de garde diversifiés.

La défaite annoncée de la droite serait interprétée en France comme le début de la fin de ce qu'on a surnommé la Chiraquie. Jacques Chirac s'était servi de la mairie comme d'une forteresse pour conquérir la présidence. On l'accuse d'ailleurs d'avoir financé ses campagnes à même les faux emplois de la Ville et les commissions prélevées sur les contrats de travaux publics.

La rumeur a atteint une telle ampleur qu'elle a forcé le parti gaulliste (RPR) à se tourner vers Philippe Séguin plutôt que vers le maire sortant, Jean Tibéri. A 66 ans, ce dernier a même été expulsé du RPR en début de campagne.

Confronté à l'évidence d'une défaite, l'ancien dauphin de Jacques Chirac n'a pas cessé d'appeler à la fusion des listes de droite après le premier tour. Une proposition à laquelle Séguin est resté insensible à ce jour.

Le résultat final dépendra pourtant de cette fusion. Une simulation publiée cette semaine par *Le Figaro* indiquait que si la droite ne présentait qu'une liste par arrondissement, elle passerait près de l'emporter. Mais la fusion pourrait aussi éloigner des partisans de Séguin en l'associant directement à la corruption de l'ancienne équipe.

Défaites dans d'autres villes

La droite pourrait aussi essayer des défaites dans d'autres villes importantes, comme Lyon et Toulouse. A Lyon, le maire sortant, l'ancien ministre Raymond Barre, a souvent déclaré que l'alternance ne serait pas un drame. A Toulouse, l'avance de Philippe Douste-Blazy a fondu tout au long de la campagne.

Mais il n'est pas question de prévoir un raz-de-marée de gauche pour l'instant. Les Français semblent en vouloir aux candidats de prestige qui se destinent à des fonctions nationales, comme les ministres de l'Emploi et de la Solidarité, Elizabeth Guigou (Avignon), de l'Environnement, Dominique Voynet (Dole), et des Transports, Jean-Luc Gayssot (Béziers). A Toulon, le seul maire d'extrême droite qui dirige une ville importante, Jean-Marie Le Chevalier, n'est pas assuré d'être réélu.

Ces élections sont les premières dont les listes contiennent obligatoirement le même nombre de candidats féminins et masculins. Les résidents citoyens de l'Union européenne ont aussi le droit de vote au niveau municipal pour la première fois.

Devant l'évidence du clientélisme érigé en système à Paris, la droite s'inquiète déjà de ce que pourrait demain découvrir un maire socialiste en fouillant dans les archives de la Ville.

Les Italiens aux urnes le 13 mai

STEVE PAGANI
REUTERS

Rome — Le gouvernement italien a fixé hier la date des prochaines élections générales au 13 mai. La nouvelle a été annoncée à l'issue du conseil des ministres par Gastone Alecci, porte-parole du président du Conseil, Giuliano Amato.

A cette occasion, les électeurs seront appelés à renouveler les deux chambres du Parlement (la Chambre des députés et le Sénat). Ils seront convoqués le même jour pour des élections municipales et régionales.

Le chef du gouvernement et le ministre de l'Intérieur, Enzo Bianco, se sont ensuite rendus au Quirinal, siège de la présidence, pour informer officiellement le chef de l'Etat, Carlo Azeglio Ciampi, de la date du scrutin.

En Italie, la date des élections est normalement fixée par le chef du gouvernement, dont la décision doit ensuite être contresignée par le président.

La fixation de la date des élections donne le coup d'envoi officiel de la campagne électorale, qui opposera l'ancien maire de Rome, Francesco Rutelli, tête de liste du centre-gauche, à Silvio Berlusconi, chef de la coalition de centre-droit.

Le bloc de Berlusconi devance de 7 % le centre-gauche dans les derniers sondages.

Le gouvernement de centre-gauche sortant a été fortement critiqué pour son immobilisme et pour son incapacité à réformer le système politique italien, qui a vu 58 gouvernements se succéder depuis 1945. Le Parlement dissous jeudi par le président Ciampi est pourtant l'un des cinq depuis 1945 à être allé au terme de sa législature normale de cinq ans.

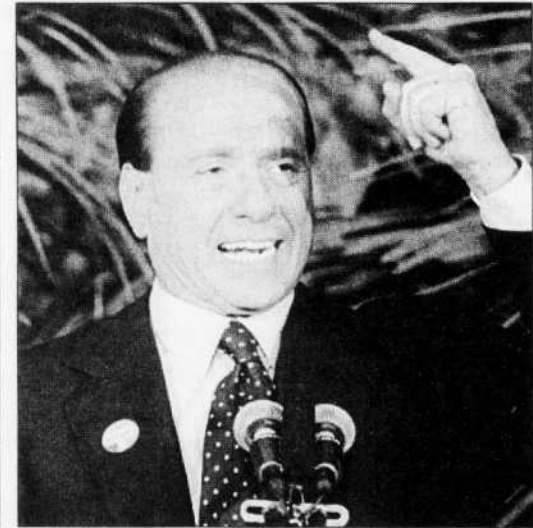
L'une des propositions clés du gouvernement Amato pour remédier au problème était l'adoption d'un système majoritaire intégral pour favoriser la fusion de certains des 40 partis politiques italiens.

Mais le projet a échoué après le retrait du soutien de Silvio Berlusconi. Des tentatives similaires par les deux gouvernements précédents étaient également restées sans lendemain.

Trois présidents du Conseil de centre-gauche se sont succédé à la tête du gouvernement italien depuis les dernières élections de 1996.

Il s'agit de Romano Prodi, Massimo D'Alema et Giuliano Amato. Prodi, aujourd'hui président de la Commission européenne, avait été renversé par un vote de censure en octobre 1998, et D'Alema avait démissionné après la défaite du centre-gauche aux élections régionales d'avril 2000.

Amato reste président du gouvernement jusqu'à la formation du 59^e gouvernement d'après-guerre qui suivra les élections du 13 mai, un processus qui peut prendre plusieurs semaines.



ARCHIVES LE DEVOIR

Silvio Berlusconi, leader de la droite italienne.

Le meilleur au monde

LIBÉRATION

À quelques semaines des législatives, le magnat de la communication et chef de la droite italienne a une campagne marketing simple: «Il n'y a pas meilleur que moi sur la scène mondiale.» Schröder, Blair, Jospin peuvent aller se rhabiller... «C'est la réalité, je suis désolé de le dire», a insisté jeudi Berlusconi devant des journalistes qui lui faisaient part des doutes que suscite toujours sa personne à l'étranger. «Mon habileté, mes qualités humaines, mon passé sont hors de discussion. Ce que j'ai réalisé, les autres ne peuvent même pas l'espérer. Ils ont peut-être derrière eux un pays avec une économie plus développée, mais c'est à eux de démontrer qu'ils sont meilleurs que moi et non l'inverse», selon l'éphémère président du Conseil pendant sept mois en 1994.

EN BREF

Prison à vie pour un jeune

Miami (AFP) — Un adolescent américain de 14 ans a été condamné hier à la réclusion à perpétuité par un juge de la Floride pour avoir tué il y a deux ans une petite fille de six ans en imitant les catcheurs qu'il voyait à la télévision. Lionel Tate, un jeune Noir de plus de 80 kilos, s'est mis à pleurer à l'annonce du verdict. Il était jugé comme un adulte, d'où la sévérité de sa peine, et devrait être incarcéré dans une prison pour adultes. En vertu des lois de la Floride, sa condamnation pour assassinat prévoit qu'il ne pourra pas être libéré de manière anticipée. Le juge du comté de Broward, Joel Lazarus, s'est appuyé sur la décision d'un jury populaire qui, le 25 janvier, avait jugé le jeune garçon coupable de l'assassinat de Tiffany Eunick, six ans. «Je ne peux pas être plus direct que cela: les preuves de culpabilité [à l'encontre du jeune garçon] sont accablantes», a déclaré le juge en annonçant sa sentence. «Ses actes ont été d'une cruauté indescriptible», a également déclaré le juge, qui avait, avant le verdict, refusé de requalifier le chef d'inculpation en meurtre simple.

• LE MONDE •



DANIEL AGUILAR REUTERS

Le sous-commandant Marcos: durcissement de ton.

!Bienvenido!

Les zapatistes débarquent
demain à Mexico

MARIE-LAURE
COLSON
LIBÉRATION

Après avoir parcouru 3000 km en quinze jours, vingt-quatre guérilleros en cagoule noire seront accueillis demain par une foule que l'on estime d'ores et déjà à près d'un million de personnes, en plein centre de Mexico, devant le palais présidentiel occupé depuis décembre par Vicente Fox, un ancien cadre dirigeant de Coca-Cola et membre d'un parti conservateur et cléricale (Parti d'action nationale, PAN). Formidable moment, qui symbolise le tournant qu'est en train de prendre une société bloquée depuis de longues années dans le système instauré par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir de 1929 à 2000), fait de clientélisme et de répression.

Meeting après meeting, les zapatistes ont rassemblé tout ce que le Mexique compte de radicalismes, des Indiens (les plus pauvres des Mexicains) aux militants antimondialisation, qui n'ont pas oublié que l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) a surgi des montagnes du Chiapas le 1^{er} janvier 1994, jour de la signature de l'accord de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada (ALENA). Dans chaque ville traversée se sont mêlés aux zapatistes enseignants en grève, femmes en lutte contre l'incarcération de leurs maris, chômeurs et écologistes, englués dans des conflits locaux faute de trouver, dans des associations ou des syndicats transformés par le précédent gouvernement en coquilles vides, des relais capables de négocier avec le pouvoir fédéral. Guérilla qui n'a tenu les armes que quelques jours avant d'opter pour une lutte médiatique et la résistance passive, l'EZLN a réuni, le temps de la marche, les déshérités et les désarmés, et canalisé les espoirs d'une démocratie moderne.

Vicente Fox a eu l'intelligence politique de laisser ces espoirs s'exprimer, de saluer la marche comme un geste pour une paix que le PRI s'était employé à saboter, signant des accords qu'il ne respectait pas. Pour prouver sa bonne volonté, il a en partie répondu aux demandes zapatistes, libérant les trois quarts de leurs prisonniers et retirant trois bases militaires du Chiapas (sur sept demandées par Marcos). Comme le patronat mexicain, qui a affirmé son soutien à la marche, le

président Fox est soucieux de l'image du Mexique à l'étranger, soucieux de faire de son pays la première puissance au sud des États-Unis. Son premier geste a donc été de demander aux élus d'examiner la loi sur les droits et la culture des Indiens, version juridique des accords de San Andrés de 1996. C'est de cette loi qu'il sera question lors des réunions qui devraient débiter lundi entre zapatistes et représentants du Congrès.

«Une paix de menteurs»

La partie est pourtant loin d'être gagnée, et le durcissement du ton du sous-commandant Marcos, au fur et à mesure que la caravane s'approchait de la capitale, montre bien qu'elle ne fait que commencer. En accusant Fox de proposer «une paix de menteurs», Marcos le met au défi d'obtenir le vote de la loi d'un Congrès où il ne dispose pas de la majorité. La situation est d'autant plus délicate que cette loi, qui accorderait une autonomie d'organisation aux Indiens (10% de la population), nécessite une modification de la Constitution. Seul le Parti de la Révolution démocratique (PRD, gauche) a officiellement pris position en faveur de la loi. Le PAN ne soutient le président sur la cause indienne que du bout des lèvres, et le PRI est en pleine déconfiture depuis sa défaite. Pour Fox, au delà de la paix au Chiapas, il s'agit donc d'un test politique: ce sera la première fois depuis le début de son mandat qu'il s'efforce de rassembler, derrière lui, une classe politique en crise. Son succès ou son échec sur la question du Chiapas donnera la mesure de sa marge de manœuvre pour gouverner.

Les jours qui viennent sont tout autant décisifs pour Marcos. S'il bénéficie d'un capital de sympathie, sa légitimité à vouloir transformer le mouvement zapatiste en mouvement politique dépendra du succès des négociations de Mexico. Car on n'imagine pas qu'il puisse revenir au Chiapas les mains vides ou que l'EZLN reprenne les armes. Ceux qui, parmi les mouvements indiens, estiment qu'il monopolise un peu trop la scène auraient vite fait de tirer parti de sa défaite. Des guérillas mexicaines bien plus lourdement armées, comme l'EPR (armée populaire révolutionnaire), pourraient alors prendre l'initiative, donnant tort à ceux qui avaient vu dans le zapatisme de Marcos le moyen d'écrire l'histoire mexicaine autrement que dans le sang.

EN BREF

Vert, pur et dur

Stuttgart (Reuters) — Les Verts allemands ont élu hier à leur tête Claudia Roth, issue de l'aile gauche du parti et partisane d'une ligne dure. Elle remplace Renate Kuenast, nommée ministre de l'Agriculture et de la Consommation en janvier. Roth, 45 ans, a été élue par 581 voix contre 35 lors du congrès des Verts à Stuttgart. Elle partage la co-présidence du parti avec Fritz Kuhn, une personnalité plus modérée. Sa candidature avait reçu l'aval du ministre des Affaires étrangères Joshka Fisher, représentant du parti écologiste au sein du gouvernement SPD, et ce malgré l'hostilité déclarée de Roth aux bombardements de l'OTAN en 1999 lors de la crise du

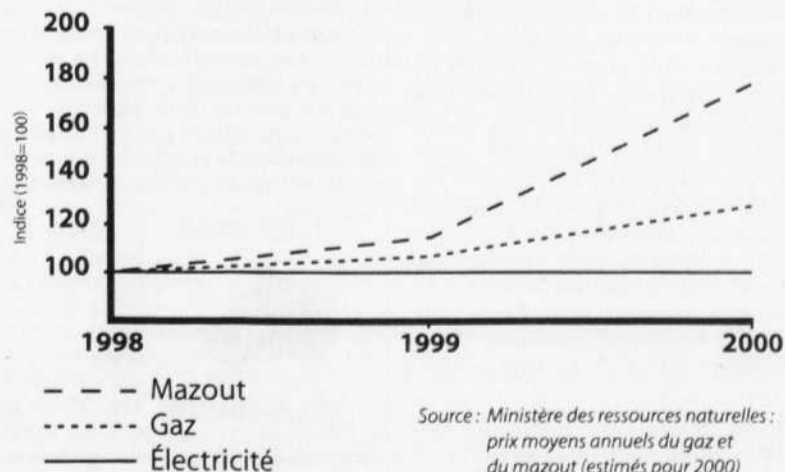
Kosovo. Par ailleurs, les délégués voteront aujourd'hui pour décider de soutenir ou non des actions pour bloquer le transport de déchets nucléaires dans le pays. La police a indiqué que des objets métalliques avaient déjà été placés sur des caténaires aux alentours de sites de stockage dans le nord et l'est du pays, apparemment par des militants écologistes désireux de perturber le transport des déchets. La coalition «rouge-verte» au pouvoir à Berlin s'est engagée à abandonner l'énergie nucléaire d'ici le milieu des années 2020. Elle a néanmoins autorisé jusqu'en 2005 le transport de déchets nucléaires, notamment le rapatriement de déchets stockés à l'usine Cogema de la Hague (France).



DEPUIS 3 ANS, MON ÉLECTRICITÉ EST STATIQUE.

Contrairement à celui des autres sources d'énergie, le prix de l'électricité au Québec n'est généralement pas soumis aux fluctuations du marché. Voilà pourquoi vous pouvez compter sur la stabilité des tarifs d'Hydro-Québec pour une troisième année consécutive. De plus, Hydro-Québec vise à poursuivre un objectif de stabilité des prix de son électricité pour les prochaines années. Une autre raison qui fait de l'électricité une source d'énergie de premier choix.

Évolution annuelle des prix de l'énergie de 1998 à 2000



L'électricité, c'est bien moins cher.
Étiez-vous au courant ?

Hydro
Québec

É D I T O R I A L

Chiffon rouge,
prise 2

La nouvelle ministre de la Culture, Diane Lemieux, venait à peine d'être assermentée, jeudi, qu'elle commentait un impair en affirmant que la culture ontarienne n'existait pas. Sans qu'aucun journaliste l'ait entraînée sur ce terrain glissant, elle inaugurerait ses nouvelles fonctions en attaquant, quoi de plus classique au fond, le Canada anglais, pour mieux valoriser la culture québécoise. Ce ton, dont les Québécois sont las, ne convient pas du tout au milieu culturel, appelé à s'ouvrir sur le monde et sur les autres cultures.

Mme Lemieux pourra toujours plaider qu'on ne parle pas de culture ontarienne comme on parle de culture québécoise. Peut-être. Sauf que Toronto est la métropole culturelle du Canada anglais et qu'en rabaissant l'Ontario, c'est une giflette à l'ensemble du Canada qu'elle assénait. En ce sens, la vivacité de la réaction du Canada anglais est compréhensible et légitime. Les commentaires de la ministre avaient un petit air de mépris pour ce qui se passe ailleurs que dans notre cour.

L'incartade de Mme Lemieux, pourtant une habituée du micro, est d'autant plus désolante que l'annonce de son arrivée à la Culture est une très bonne nouvelle. Diane Lemieux est une femme énergique qui sait défendre ses dossiers et qui ne s'en laisse pas imposer. Comme titulaire d'un ministère «à clientèle», elle aura à se rapprocher du milieu culturel qu'Agnès Maltais n'a jamais réussi à séduire et dont elle n'a pas réussi à plaider efficacement la cause auprès du ministre des Finances. En choisissant Mme Lemieux pour lui succéder, le premier ministre Bernard Landry veut faire comprendre aux artistes, qui en étaient venus à en douter, que son gouvernement a leur cause à cœur. Il faut dire qu'en matière de soutien, et même si cela peut paraître paradoxal compte tenu qu'un grand nombre d'artistes ont épousé la cause souverainiste, les gouvernements libéraux ont souvent fait mieux pour les artistes que les gouvernements du Parti québécois. Il faut espérer que la nomination de Mme Lemieux, dont on dit qu'elle a l'oreille du premier ministre, signale un renversement de tendance significatif. Le budget du mois prochain constituera un premier indice. Car même si le financement des organismes subventionnaires a échappé aux coupes des années de compression, le soutien gouvernemental aux artistes reste nettement en deçà des besoins.

Par ailleurs, il est loin d'être certain que les artistes québécois ont un niveau de production plus élevé que leurs voisins, comme l'a laissé entendre la ministre de la Culture jeudi. S'il fut un temps où l'Ontario traînait la patte en ce domaine, ce n'est plus le cas aujourd'hui, comme le savent tous ceux dont les intérêts culturels dépassent les frontières québécoises.

En fait, trop de souverainistes vivent repliés sur eux-mêmes, comme si l'avancement de la cause passait non seulement par la célébration de ses atouts mais aussi par la dénonciation tous azimuts du voisin canadien-anglais. Eriger des murs autour du village ne mènera nulle part. Cette attitude ne fait plus rire, pas plus qu'elle ne fait avancer les choses. Elle doit cesser. La nouvelle ministre de la Culture serait bien avisée de s'excuser et de se mettre à la tâche, imposante, qui l'attend.

En fait, trop de souverainistes vivent repliés sur eux-mêmes, comme si l'avancement de la cause passait non seulement par la célébration de ses atouts mais aussi par la dénonciation tous azimuts du voisin canadien-anglais. Eriger des murs autour du village ne mènera nulle part. Cette attitude ne fait plus rire, pas plus qu'elle ne fait avancer les choses. Elle doit cesser. La nouvelle ministre de la Culture serait bien avisée de s'excuser et de se mettre à la tâche, imposante, qui l'attend.

En fait, trop de souverainistes vivent repliés sur eux-mêmes, comme si l'avancement de la cause passait non seulement par la célébration de ses atouts mais aussi par la dénonciation tous azimuts du voisin canadien-anglais. Eriger des murs autour du village ne mènera nulle part. Cette attitude ne fait plus rire, pas plus qu'elle ne fait avancer les choses. Elle doit cesser. La nouvelle ministre de la Culture serait bien avisée de s'excuser et de se mettre à la tâche, imposante, qui l'attend.

Le devoir
de solidarité

Souvent, en politique, les gestes en disent plus long que les paroles. Ainsi, il faut voir dans la nomination de Jean Rochon et de Nicole Léger à titre de ministres responsables de la lutte contre la pauvreté un signal de la volonté du gouvernement du premier ministre Landry de retrouver les valeurs social-démocrates qui ont toujours été au cœur du programme du Parti québécois.

Il était de bon ton, ces derniers temps, de dire que le Parti québécois était devenu un parti comme les autres. À gauche, on l'a répété souvent, déçu que l'on était par le caractère jugé démesuré des efforts du gouvernement Bouchard pour éliminer le déficit budgétaire. Autant s'imposaient des sacrifices à cet égard, autant s'impose aujourd'hui un retour du balancier vers des valeurs de partage. Il y a suffisamment de gens mal pris dans notre société pour que la solidarité soit un devoir.

Bernard Landry a toujours été de ceux qui pensent que la première responsabilité du gouvernement est de chercher à créer de la richesse. Dans une société relativement pauvre comme la nôtre, cela est préalable à tout partage. Avec raison, le nouveau premier ministre continue d'en faire un leitmotiv de l'action de son gouvernement, mais il est heureux qu'il s'engage en même temps à faire de la lutte contre la pauvreté un combat quasi obsessionnel. La question sera maintenant de savoir de quels moyens disposeront M. Rochon et Mme Léger, qui ne peuvent s'attaquer à ce problème à mains nues.

La première idée qui viendra à l'esprit de plusieurs sera l'adoption de cette loi-cadre pour l'élimination de la pauvreté, loi qui a été réclamée l'automne dernier par quelque 200 000 Québécois. L'Etat n'a pas les moyens, comme le voudraient certains, de garantir des seuils de revenus garantis et inconditionnels à tous ses citoyens. Ce serait d'une certaine façon institutionnaliser la pauvreté. Ce qu'il faut, ce sont des programmes d'action qui permettraient de sortir du cercle vicieux de la dépendance. La recette est connue: il s'agit de mettre en place des mesures d'employabilité et de soutien au revenu qui doivent être aussi variées qu'il y a de besoins différents tout en étant intégrées dans une politique d'ensemble.

Le fait que M. Landry ait rassemblé les responsabilités du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale sous l'autorité de Jean Rochon permettra cette intégration des politiques. Spontanément, celui-ci aime la cohérence et saura certainement trouver des synergies entre les trois constituantes de son nouveau ministère. À défaut d'une loi-cadre, il voudra aussi élaborer avec Mme Léger une politique-cadre de lutte contre la pauvreté pour énoncer clairement les objectifs que poursuit le gouvernement. Il restera ensuite à Pauline Marois et à Bernard Landry de leur donner les moyens financiers sans lesquels tout ne sera que promesses.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Trop de femmes
en médecine, vraiment?

Au lendemain d'une Journée internationale des femmes qui a été marquée de plusieurs reportages sur la situation... des garçons, beaucoup de femmes ont envie de réagir aux propos du doyen de la faculté de médecine de l'Université de Montréal en ce qui a trait au (trop?) grand nombre de femmes désormais admises dans sa faculté. En tant que femme et en tant que présidente du Conseil du statut de la femme, ce genre de propos ne peut me laisser indifférente.

Je me demande si, depuis que la faculté de médecine de l'Université de Montréal a ouvert ses portes aux femmes, dans les années 30, on a songé à modifier les critères d'admission afin de les favoriser? Je crois connaître la réponse!

Tous reconnaissent que le succès des filles est dû à leur travail, aux efforts qu'elles déploient tout au long de leur vie scolaire. Dans un monde qui valorise tant l'excellence, il est curieux qu'au moment où ce critère semble avantager les femmes, on veuille le remettre en question!

L'autre élément qui étonne dans cette histoire de prétendue discrimination à l'endroit des

garçons, c'est que l'inquiétude n'a pas l'air d'être la même devant la quasi-absence des garçons en techniques de garde, en sciences infirmières ou en enseignement préscolaire et primaire. La communauté universitaire exprime également très peu d'inquiétude devant le faible nombre de filles dans des filières prometteuses comme le génie et l'informatique. Peut-on penser que dans ces secteurs aussi, les universités songent à modifier les critères d'admission pour atteindre l'équilibre hommes-femmes? Ou bien y aurait-il deux poids, deux mesures?

Diane Lavallée
Présidente du Conseil du statut de la femme
Québec, 8 mars 2001

«Écrire et lire»
dans *Le Devoir*

Il ne sert à rien d'écrire dans *Le Devoir*, selon Serge Bouchard. Phrase accrocheuse et remarquable! Un autre être déprimé! Un autre qui jette les gants, sinon la plume... que je me suis dit! Mais allons-y voir! Oui, nous sommes bombardés de nouvelles, mais *Le Devoir* se distingue par la qualité de ses éditorialistes, rédacteurs et chroniqueurs. Les lecteurs, à mon avis, lisent ce

journal pour justement découvrir «la face cachée de la lune ou de la forêt». Si un papillon crée un mouvement d'air, il va sans dire qu'un chroniqueur peut lui aussi activer et déclencher des prises de conscience. *Le Devoir* est peu lu car peu acheté. Cependant, toutes proportions gardées, il est beaucoup lu. Moins de pages mais plus de temps pour les lire. Si Serge Bouchard semble pessimiste, c'est heureux. Sa mission, ne lui en déplaise, n'est pas terminée, pas plus que celle de Louis-Gilles Francoeur. Leurs textes font réfléchir et découvrir... et c'est certainement le cas d'autres lecteurs.

À court terme, ils peuvent avoir l'impression de prêcher dans le désert mais, à tout prendre, il vaut mieux le faire que se taire. Beaucoup d'idées ont pris du temps à cheminer, comme l'écologie, le recyclage, l'essence sans plomb, etc. Les idées se développent lentement avant de s'imposer. Souvent, comme toute chose dans la vie, les éveilleurs ou penseurs ne voient pas la réalisation de leur labeur mais ils ont travaillé pour la suite du monde, ce que MM. Francoeur et Bouchard font si bien.

«Écrire dans *Le Devoir*», c'est bien!
«Lire dans *Le Devoir*», c'est très très bien!
André Coutu
Laval, 19 février 2001

REVUE DE PRESSE

Landry de la Mancha
et les moulins du Sommet

Antoine Robitaille

L'opinion de la presse du ROC (*rest of Canada*) sur Bernard Landry, et sur ce que ce dernier représente, n'est pas très bonne, pour employer un euphémisme.

Le Globe and Mail parlait mercredi de la «folie référendaire» du nouveau premier ministre, s'inquiétant de voir le successeur de M. Bouchard être prêt à «relancer un autre processus de consultation» en dépit de «la volonté populaire». Car, insiste le *Globe*, les sondages le disent: les Québécois ne veulent pas d'un autre référendum. Ce qu'ils désirent? «Le meilleur des deux mondes: un Québec fort dans un Canada uni.» Pour le *Globe*, M. Landry a beau dire qu'il tentera de convaincre ses concitoyens,

«son autorité demeure faible» puisque son mandat ne vient pas du peuple, l'ayant hérité de Bouchard. Repartir le bal référendaire relève de la folie, d'abord parce que «le peuple n'en veut pas», ensuite parce qu'il ne donnera «jamais la réponse souhaitée» et enfin, parce qu'en la posant, il nuira grandement à l'économie de sa province.

Ed Feuer, du *Winnipeg Sun*, écrivait mardi que Bernard Landry est le moins sympathique des cinq chefs que le PQ a eus. «C'est le type d'homme à côté duquel Jacques Parizeau a l'air charmant.» Feuer fait la liste des nombreuses raisons de détester le nouveau chef du gouvernement québécois. D'abord, «il nous a dit que notre drapeau n'était qu'un torchon rouge» et ensuite, «il insulte notre capitale en disant qu'elle est bien laide comparée à Québec». Enfin, M. Landry déplore le «traitement dur» qu'on réserve aux députés du Bloc à Ottawa. «Le nouveau chef péquiste devrait prendre conscience que, dans de nombreuses autres capitales moins tolérantes, des délégués séparatistes auraient eu droit à un accueil moins poli. Mais il n'y a pas de foule hostile et violente dans notre bon vieux Canada.» Feuer affirme qu'on s'ennuie de René Lévesque dans le ROC. Il rappelle qu'il y a trente ans, le premier chef du Parti québécois réussissait

à amadouer les auditoires au Canada anglais. Mais, explique Feuer, Lévesque a vite compris qu'il ne réussirait jamais à convaincre les Québécois avec des arguments positifs. «Il s'est donc rabattu sur la rhétorique de l'humiliation, qui est depuis toujours restée au centre du discours de ses successeurs.»

Sur le thème de la démission, le *Globe* publiait jeudi une lettre d'un lecteur outré par la position du gouvernement du Québec sur le Sommet des Amériques. Il recommandait au «Don Quichotte Landry» et à son fidèle «Sancho (Louise Beaudoin)» de «consulter un psychiatre pour combattre leur folie des grandeurs».

Le *National Post*, lui, parlait hier de «fantasy Land-ry», jeu de mots associant le nom du nouveau premier ministre à l'idée d'un «pays fantasmé». Pour le *Post*, Landry a beau être différent de son prédécesseur, il semble poursuivre la même double stratégie: d'abord, «fabriquer de l'humiliation provinciale en quantité industrielle dans l'espoir de créer du ressentiment antifédéral»; ensuite, «se comporter comme un pays afin de faire croire au monde entier que le Québec est déjà indépendant dans la tête». Mais ces deux stratégies sont contradictoires, aux yeux du *Post*. En se répandant ainsi en colères pour de «simples questions protocolaires», «M. Landry n'apparaît pas vraiment comme un chef d'État». Autrement dit, en cherchant à tout prix à faire mousser le sentiment d'humiliation, il rendra tout le monde «mal à l'aise» et n'aura l'air que de ce qu'il est: le premier ministre «d'une province».

À propos du déjà fameux Sommet, le *Globe and Mail* écrivait jeudi que la position du Québec est intenable. Le Québec, s'il ne pourra s'exprimer publiquement à l'ouverture du Sommet, devrait se contenter de ce qu'on lui a offert: «Il est invité par le fédéral à cinq autres manifestations officielles au cours desquelles il pourra s'entretenir librement avec qui il désire.» Mais pour ce qui est de la session d'ouverture du Sommet, personne n'accepterait, par exemple, écrit le *Globe*, «que les dirigeants du Chiapas, au Mexique, se voient offrir une tribune officielle pour promouvoir leur vision des choses; sans compter qu'aucun autre gouvernement d'État ou de province ne sera

amené à s'y exprimer». Le *Globe* ne voit aucune bonne raison de permettre au Québec de prendre la parole. «Le Québec n'est pas un signataire indépendant des accords internationaux du Canada, et M. Landry ne possède aucun pouvoir lui permettant de négocier le contenu des ententes de libre-échange.» Se voir ainsi interdire de parler en public constitue toutefois une victoire importante pour M. Landry, note le *Globe*. «Cela lui permet de se plaindre bruyamment en arguant que le Québec a besoin de devenir indépendant afin de voir à ses intérêts économiques.»

Hier, toujours dans le *Globe*, le chroniqueur Hugh Winsor affirmait que le fédéral aurait peut-être dû couper l'herbe sous le pied du gouvernement du Québec et «satisfaire le gros ego de Landry» en lui concédant «15 minutes sous les projecteurs». Malgré tout, affirme Winsor, la position du Québec, «c'est de la foutaise». «Nous savons que M. Landry croit que les Québécois — du moins les francophones pur laine [sic] — forment un peuple et méritent d'avoir leur pays.» Mais le Sommet n'est pas «le bon lieu» pour permettre au chef péquiste d'affirmer ces choses. Bien sûr, ajoute Winsor, il est «vrai que le gouverneur de la Floride a pu prendre la parole à l'ouverture officielle du Sommet à Miami, en 1994». Mais le précédent ne peut être invoqué par Québec puisque, explique Winsor, «l'État de la Floride et la Chambre de commerce de Miami réglaient à l'époque la facture de l'événement. Cela faisait partie de leur campagne pour obtenir que le secrétariat s'établisse dans leur ville. À Québec, c'est le fédéral qui paye». Selon Winsor, un autre précédent explique le refus d'Ottawa de concéder quelque droit de parole à Landry. Lors de la Conférence des parlementaires d'Amérique, à Québec en 1997, événement organisé conjointement par le fédéral et le gouvernement québécois, Lucien Bouchard avait obtenu la permission de s'adresser aux délégués «à la condition qu'il n'utilise pas cette tribune pour promouvoir la souveraineté». Or le premier ministre ne tint pas promesse. «Par une étrange coïncidence, la traduction simultanée était en panne, si bien que seuls les journalistes québécois ont pu comprendre le discours. Peut-être cette anecdote nous suggère-t-elle une possible formule de compromis» pour le Sommet de Québec?, conclut Winsor.

IDÉES

Grande Conférence Desjardins

Par-delà la souveraineté

Comment s'articulent la démocratie et le nationalisme dans un monde post-souverainiste ?

Bernard Landry a dit un jour que l'indépendance pure et simple est rétrograde. Il propose que la souveraineté du Québec soit réalisée dans le cadre d'une union de type confédéral avec le Canada, s'inspirant du modèle européen. Nous publions ici une traduction de la conclusion de la Grande Conférence Desjardins prononcée le jeudi soir 8 mars à l'université McGill par le professeur Michael Keating, dont le contenu éclaire ces discussions.

MICHAEL KEATING

Professeur à l'Institut des études européennes de l'université d'Aberdeen



REUTERS

Selon Michael Keating, il manque au Canada une superstructure dénationalisée, comme il en existe en Europe. Or, en l'absence de cette superstructure, le débat constitutionnel canadien revient constamment sur des formes de souveraineté telle qu'on la concevait au XIX^e siècle. La Loi sur la clarté référendaire en est un exemple évident.

intellectuel au sein des partis britanniques et de l'élite londonienne, de façon à ce que l'État plurinational devienne le point de départ convenu de la discussion. Un tel changement de perspective ne s'est pas encore produit ni à Madrid ni à Ottawa.

Les opposants à l'asymétrie sont souvent les partisans d'un modèle idéalisé d'État national unitaire dans lequel le plurinationalisme serait une anomalie. [...]

Il existe évidemment plusieurs problèmes dans la pratique d'un gouvernement asymétrique, les plus importants étant liés à l'égalité et à la représentation politiques au sein des institutions communes de l'État. Par exemple, est-ce que les députés des territoires possédant leurs propres compétences déléguées devraient continuer à exercer leur droit de vote dans ces mêmes domaines au sein du parlement commun? Ces problèmes, si on a la volonté de les affronter, ne sont pourtant pas insolubles. [...]

Il existe au Québec une base populaire en faveur d'une politique post-souverainiste et plurinationale

La post-souveraineté en Europe

En Europe, toutefois, l'idée post-souverainiste a été exprimée de façon plus complète. L'Europe est un espace politique densément organisé où l'Union européenne occupe la place centrale et qui s'étend à différents composants telles le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, etc. À l'intérieur même de cet espace de développement, le principe de souveraineté d'État demeure la base significative de l'autorité.

Malgré la persistance des États, le charme de la souveraineté a été rompu, fournissant aux mouvements nationalistes des «nations sans État» un indice essentiel pour reformuler leurs concepts. Certaines importantes fonctions nationalisatrices de l'État ont également été perdues. Les droits humains individuels sont de plus en plus indépendants de la citoyenneté, permettant un discours sur les droits qui se trouve affranchi de l'idéologie ou des implications nationalisatrices.

Le Royaume-Uni nous fournit encore une fois le meilleur exemple puisque les assemblées et les parlements délégués de l'Irlande du Nord, de l'Écosse et du pays de Galles sont soumis directement à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, applicable sans référence à la loi du Royaume-Uni. Le problème qui a surgi au Québec, où la Charte canadienne des droits et libertés est largement rejetée, non pour son contenu mais bien pour le projet national dans lequel elle s'inscrit, est ainsi évité. Si une charte nationalisatrice comme celle du Canada était proposée au Royaume-Uni, elle rencontrerait le même genre d'objections qu'au Québec, en Écosse et, plus particulièrement, au sein de la communauté minoritaire de l'Irlande du Nord. [...]

L'Europe fournit également plusieurs possibilités de projection des «nations sans État», certaines plutôt symboliques, d'autres plus substantielles, dans l'espace politique émergent. Il s'agit d'une structure politique plutôt ouverte et pluraliste, proposant plusieurs points d'accès. Les Catalans en particulier se sont montrés capables de fonctionner simultanément dans plusieurs arènes politiques: les scènes locale, nationale, européenne, méditerranéenne et même globale.

Entre l'État et la zone de libre-échange

L'Europe est un lieu fertile pour ce genre de choses parce qu'elle est moins qu'un État mais davantage qu'une aire de libre-échange. Si on s'avait de bâtir l'Europe comme un État, qu'il soit fédéral ou unitaire, on irait à l'encontre de la tendance vers un ordre post-souverainiste et on susciterait de l'opposition, tant de la part des forces nationalistes se portant à la défense des États nationaux existants que de la part des mouvements nationalistes minoritaires.

À l'opposé, un simple espace de libre-échange ne pourrait offrir des avenues politiques aux «nations sans État» et privilégierait les relations de nature commerciale et la classe d'affaires, rétrécissant le domaine politique à des questions économiques. Un ordre européen pluraliste mais politisé, en contrepartie, fournit un lieu propice aux interactions entre une multiplicité d'ordres normatifs, sur la base d'ententes et de valeurs partagées. Ces ententes ne sont fondées ni sur une «ethnicité» collective ni sur une opposition à un «autre» défini mais plutôt sur une forme de «patriotisme constitutionnel» et sur des valeurs civiques.

Certaines de ces valeurs, telles la démocratie et les droits humains, sont universelles, alors que d'autres — notamment l'universalité des soins de santé et l'abolition de la peine capitale — ont un potentiel d'universalité mais ne sont pas réalisées dans d'autres démocraties libérales comme les États-Unis. L'ordre post-souverainiste n'est donc pas un retour à l'anarchie universelle mais plutôt une forme de «méta-constitutionnalisme» dans lequel les questions du pouvoir et de l'autorité peuvent être débattues et résolues selon un système d'accords préétablis. [...]

Le Canada regarde passer le train

D'une certaine façon, le Canada s'est engagé dans un processus similaire au cours des 30 dernières années, alors même qu'il cherche à se redéfinir comme société et à négocier la place du Québec et des autochtones au sein de cette société et, à une plus grande échelle, en Amérique du Nord. Il lui manque toutefois une superstructure dénationalisée, comme il en existe en Europe.

En l'absence de cette superstructure dénationalisée, le débat constitutionnel canadien revient constamment sur des formes de souveraineté telle qu'on la concevait au XIX^e siècle. La Loi sur la clarté référendaire, qui établit les conditions d'une réponse à un référendum québécois, en est un exemple évident.

Il existe incontestablement au Québec, comme dans les «nations sans État» de l'Europe, une base populaire en faveur d'une politique post-souverainiste et plurinationale comme nous l'entendons ici. Mais il n'y a ni la structure ni le leadership politique dans ce pays pour créer l'occasion de définir un nouvel ordre démocratique dans un monde post-souverainiste.

Les Grandes Conférences Desjardins ont commencé en 1997. Elles sont organisées par le Programme d'études sur le Québec de l'université McGill. Des chercheurs de grande renommée viennent partager, chaque trimestre, les résultats de leurs travaux inédits. La collection, publiée sous forme de fascicules, comprend les contributions de Bettina Bradbury, Alain Finkielkraut, Patricia Smart, Gérard Bouchard, Louis-Edmond Hamelin, James Tully et Danielle Juteau. Renseignements: ☎ 398-3960.



Le militantisme réducteur

Les inepties que l'on peut entendre lors de la Journée internationale des femmes donnent à penser que le féminisme militant n'arrive pas à échapper au piège qui consiste à blâmer les hommes pour les malheurs des femmes (bien que les porte-parole de ces dernières s'en défendent), mais force est de constater que derrière le discours officiel loge une espèce de ressentiment.

Or, pour relativiser un tant soit peu, les femmes d'ici devraient se rendre compte que l'homme québécois est peut-être celui qui, en Occident, pratique la plus grande ouverture d'esprit et la plus grande adaptabilité à tous ces changements dont les femmes seules, précisons-le, ont pris l'initiative depuis 40 ans.

À écouter parler un trop grand nombre d'entre elles, on serait porté à croire que nos mères et nos grands-mères ont toutes été malmenées, mal aimées et maltraitées par leurs maris. Non seulement le pouvoir leur échappait, l'orgasme leur était inconnu. Les femmes subissaient, les hommes jubilaient et les enfants naissaient. Tel est le message sous-tendu par celles qui transforment l'histoire pour donner une plus grande force de frappe au discours idéologique. Car idéologie il y a.

Comment expliquer autrement l'image de l'homme qui se dégage à travers les héros — le terme est mal choisi dans les circonstances — des téléromans, véhicules de l'imaginaire populaire de notre époque? Quelques comédiens se sont même sentis obligés de dénoncer, il y a quelques années, ces personnages fatals, pusillanimes, infantiles, qu'ils doivent camper, bon an mal an, s'ils veulent gagner leur vie comme acteurs à la télévision. Comment interpréter les reproches systématisés dont on accable les hommes à pleines tribunes téléphoniques à la radio? C'est que les femmes ont tendance à s'attribuer le monopole de la vertu, de la transparence des sentiments et de la générosité affective. Comme si le juste combat pour l'égalité des sexes commandait ce discours réducteur sur les hommes.

La solidarité féminine n'exige pas l'absence de distance critique. Je me suis récemment retrouvée devant des femmes dans la trentaine qui prônaient, en toute innocence, l'unanimité de pensée chez les femmes. «Les femmes doivent toutes être d'accord entre elles», affirmaient, inconscientes de l'énormité de ce fascisme rose, des femmes qui se croient libérées mais qui ont intériorisé le complexe de minoritaires.

Or les femmes ne sont ni minoritaires ni a fortiori des victimes, lesquelles par définition n'ont d'autre avenir que de le demeurer. Ce qui ne signifie pas que des femmes ne soient pas victimes d'abus, d'oppression et de discrimination. Mais à confondre les concepts, on finit par déformer la réalité et, en fin de compte, par réduire l'efficacité à changer les choses. Et, par-dessus tout, on antagonise les relations avec les hommes, partenaires nécessaires pour parvenir à ce nouvel équilibre recherché.

N'est-il pas troublant d'entendre les héritières des féministes des années 60 parler des hommes comme d'être irresponsables, infantiles, incapables d'être à la hauteur de leurs rêves et de leurs désirs? Il fallait les écouter dans le documentaire *Vivre sans homme*, présenté l'autisme dernier à la télévision de Radio-Canada. L'image que ces jeunes filles renvoient des hommes leur a tout de même été transmise par le discours idéologique ambiant, un discours où la caricature le dispute à la condescendance et à la dérision.

À vrai dire, toutes les femmes, peu importe leur âge et leur condition sociale, ont tendance à confondre la lutte pour l'égalité sociale et leur expérience personnelle avec les hommes. Les frustrations et les déceptions sont aussi un moteur de l'engagement et de l'action; pourquoi chercher à le nier? Le manque sert de déclencheur au désir depuis le début des temps. Le décodage entre le double discours féminin semble découler du fait qu'aujourd'hui, les femmes oscillent entre une mentalité du XXI^e siècle et une sentimentalité de la fin du XIX^e.

Les lieux de pouvoir s'ouvrent de plus en plus aux femmes, on en a eu la preuve encore cette semaine. Mais l'argent, le nerf de la guerre, demeure le dernier rempart masculin. À preuve, l'absence quasi totale de femmes au sommet de la pyramide des hauts salariés partout en Occident. Il y a là matière à réflexion, entre autres à s'interroger sur la résistance masculine à partager ce symbole de l'émancipation et de la puissance dont certaines aimeraient croire qu'elle n'est pas du ressort des femmes. N'oublions jamais qu'il y avait mort d'hommes dans le passé pour que les femmes, veuves ou filles orphelines, deviennent riches.

Tant qu'un certain discours féministe entretiendra le mythe d'une nature féminine plus vertueuse, moins matérialiste, plus égalitariste et plus pure, pour tout dire, que celle des hommes, les femmes perpétueront leurs propres stéréotypes et continueront d'attribuer aux hommes des responsabilités qui sont les leurs. Autrement dit, elles entretiendront leur propre victimisation.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

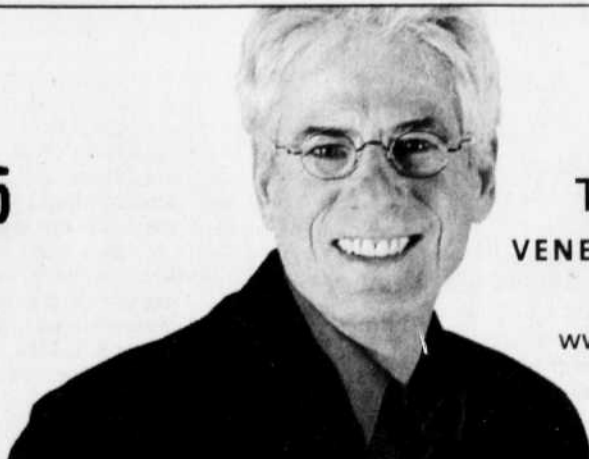
LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Judith Lachapelle (science), Benoît Mungler (responsable du site Web), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duches et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Bailargon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpéit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Lévesque, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondantes parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Marie-Claude Petit (commiss); La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslaine Côté, Marlene Côté, Martin Fournier, Anouk Hurburt, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Parquet, Chantal Rainville, Michelle Ruelland, (publicitaires), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Martel, Olivier Zaida. PROMOTION ET TIRAGE: Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Dominique Larivière, (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaires administratives), Danièle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

CHASSEURS D'IDÉES

Réalisation : Simon Girard

avec Jacques Véronneau DIMANCHE 14 h • 23 h 05

Rencontre avec le romancier Émile Ollivier



Télé-Québec

VENEZ VOIR AILLEURS !

www.telequebec.qc.ca

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Assistez au récital
de Sylviane Deferne
à la Chaîne culturelle
chaîne culturelle
Radio-Canada
Détails en page 8 de
L'agenda du Devoir

TRUDEL

«Il faut frapper à la bonne porte»

SUITE DE LA PAGE 1

à la porte d'Allan Rock. C'est lui qui a l'argent, qui a les moyens. Et ces moyens-là ne sont pas à lui, ils sont aux citoyens, aux malades et aux personnes en détresse.

M. Trudel a ainsi invité tant les malades que les professionnels de la santé et les ministres provinciaux responsables de ce secteur à «sauter dans l'autobus» qui les mènera à Ottawa pour récupérer leur dû. «Oui, il y a possibilité d'avoir des moyens, mais il faut frapper à la bonne porte.»

Pour inciter les provinces à mener bataille contre le gouvernement fédéral, M. Trudel profitera des liens d'amitié qu'il entretient avec certains ministres canadiens, tel l'ex-ministre de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation de la Colombie-Britannique, devenu ministre de la Santé, Corky Evans. «Il est disgracieux [pour le gouvernement fédéral] d'avoir 16 milliards de dollars pendant que de nombreuses personnes sont en attente d'un appel pour des services de santé», a-t-il ajouté en citant le premier ministre ontarien, Mike Harris.

Prenant visiblement le virage social, M. Trudel a soutenu qu'il ferait tout ce qui est en son pouvoir pour répondre aux besoins des plus démunis et des malades. Il ne demande en ce sens que dix jours afin de se «pénétrer des dossiers» et promet qu'après coup il s'attaquera de plein front aux problèmes qui minent le réseau de la santé.

«Ce que je veux dire aux médecins du Québec, c'est que je vais tâcher de prendre soin des gros problèmes financiers et administratifs. Prenez soin de vos malades, des personnes qui sont en détresse, moi je vais prendre en charge les responsabilités qui m'ont été confiées par le premier ministre.»

A cet effet, le ministre de la Santé a rappelé le discours d'assermentation de Bernard Landry, prononcé la veille, où la priorité du gouvernement avait été clairement énoncée. Selon le premier ministre, M. Trudel devra s'attaquer d'abord et avant tout aux problèmes des délais pour l'accès à certains services. «Nous constatons en effet, a indiqué le premier ministre jeudi, que les citoyens sont satisfaits des soins reçus mais demeurent préoccupés par les questions de l'accès et de l'attente.»

Le ministre de la Santé, quant à lui, a parlé d'une «tension» dans le réseau. Tension assez forte pour que «l'on arrive rapidement au bout de nos moyens, de nos capacités personnelles». Il souhaite ainsi recevoir une réponse «satisfaisante» d'Ottawa à ses revendications. «J'espère qu'au cours des prochaines heures on pourra avoir des échanges clairs, francs et très honnêtes là-dessus.»

Le nouveau ministre de la Santé a également mis l'accent sur le travail d'équipe qui le liera à la ministre déléguée à la Santé, aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse, Agnès Maltais, qu'il a qualifiée de «supercoéquipière». «Ceux et celles qui ne la connaissent pas au Québec n'ont qu'à bien se tenir parce que la bataillonneuse Agnès Maltais a déjà été présidente de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec. [...] Nous allons former une équipe qui, je l'espère, sera redoutable.»

Moins fébrile que la veille au Salon rouge, où il disait avoir mal au ventre tant il était nerveux, M. Trudel a reconnu que c'est «toute une responsabilité que [lui] a confiée le premier ministre». Mais il se dit confiant d'être en mesure de relever le défi avec brio.

Précision

Au moment de l'impression du cahier spécial consacré à la Francophonie, Agnès Maltais était toujours ministre en titre à la Culture et aux Communications. Elle était responsable, au gouvernement, du dossier consacré à la diversité culturelle.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à distribuer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 08588. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

BOURQUE

En banlieue, près de 90 % des répondants se disent assez ou très satisfaits de leur maire

SUITE DE LA PAGE 1

Gérald Tremblay ne recueille pour sa part que 18 % à Montréal et 31 % en banlieue, et le RCM, 17 % à Montréal et 19 % en banlieue. Vera Danyluk n'étant pas encore à la tête d'une formation politique, le poids que pourrait représenter un parti politique ou une coalition dirigée par elle n'a pu être évalué.

Les électeurs en font toutefois mention lorsqu'on leur demande de nommer spontanément une personnalité qui ferait un bon maire pour Montréal. Dans cette question, où seulement la moitié des personnes interrogées ont donné une réponse, Pierre Bourque arrive une fois de plus premier avec 13,6 %, Gérald Tremblay deuxième avec seulement 5,3 %, suivi de Michel Prescott avec 4,8 % et de Vera Danyluk avec 3,2 %; 21,4 % des répondants ont spontanément nommé d'autres personnes.

Bourque par défaut

«Il est vrai que Pierre Bourque et Vision Montréal semblent déjà avoir une confortable avance, notamment sur Gérald Tremblay et son nouveau parti, constate Jean Noisieux, de la firme Sondagem, mais plus de la moitié des répondants disent que cette avance ne leur apparaît pas insurmontable. Ignore si Gérald Tremblay comptait profiter de la notoriété qu'il avait à l'époque où il était ministre dans le gouvernement Bourassa, mais il semble en tout cas que les gens ont eu le temps de l'oublier et qu'il devra se faire connaître à nouveau.»

Comme aux élections municipales montréalaises de 1998, les chances des forces de l'opposition de déloger Pierre Bourque semblent liées à leur capacité de présenter un front uni. «Si on additionne l'appui au parti de Gérald Tremblay au RCM et même à Vera Danyluk, fait remarquer Jean Noisieux, on se rend compte qu'une alliance de l'opposition serait déjà en mesure de faire une belle lutte à Vision Montréal.»

Interrogés sur cette question, 57 % des résidents de l'île affirment étrangement qu'ils ne souhaitent pas voir émerger une candidature unique du côté de l'opposition.

«En fait, poursuit Jean Noisieux, les Montréalais ne sont pas enthousiasmés par le choix qui leur est présentement offert. Ils semblent appuyer la candidature de Pierre Bourque parce que c'est la moins

La fusion divise les résidents de l'île

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Deux mois après son adoption par l'Assemblée nationale, les fusions municipales divisent plus que jamais les résidents de l'île de Montréal.

Selon le sondage Le Devoir-CKAC Sondagem, seulement 37 % des résidents de l'île de Montréal prévoient que la fusion des 27 municipalités «sera finalement avantageuse» pour eux, alors que 47 % d'entre eux disent ne pas y croire et que 17 % sont indécis ou demeurent discrets.

Ces chiffres cachent en fait des perceptions diamétralement opposées selon que l'on soit de la ville de Montréal ou de sa banlieue. A Montréal, en effet, 55 % des répondants se montrent optimistes quant au résultat final de la réforme, contre 46 % qui craignent que l'exercice se solde par un recul pour les citoyens. En banlieue, cette proportion de ceux qui craignent le pire atteint 71 %, contre seulement 29 % d'optimistes.

«Cet écart apparaît assez simple à expliquer, esti-

me Jean Noisieux, de Sondagem. Les gens qui ont été les plus dérangés par les fusions ont été les gens de la banlieue. C'est eux qui craignent de perdre leur identité, c'est eux qui ont peur de devoir payer pour le déficit de Montréal, c'est eux qui ont peur que leur compte de taxes augmente. Depuis le début, ce sont ceux pour qui les conséquences de la réforme sont apparues les plus néfastes.»

Une question similaire avait été posée à la mi-novembre dans le cadre d'un autre sondage Le Devoir-CKAC Sondagem, qui s'étendait cette fois à l'ensemble de la province. Les citoyens directement concernés par les fusions avaient alors rejeté le projet dans une proportion de 64 %. La ministre Harel avait rétorqué que le projet de loi venait à peine d'être déposé et que le gouvernement n'avait pas encore eu la chance d'en expliquer la teneur aux citoyens et de les convaincre de son impact positif.

«On est obligé de constater que la campagne d'information du gouvernement ne semble pas avoir eu les résultats escomptés», remarque Jean Noisieux.

me Jean Noisieux, de Sondagem. Les gens qui ont été les plus dérangés par les fusions ont été les gens de la banlieue. C'est eux qui craignent de perdre leur identité, c'est eux qui ont peur de devoir payer pour le déficit de Montréal, c'est eux qui ont peur que leur compte de taxes augmente. Depuis le début, ce sont ceux pour qui les conséquences de la réforme sont apparues les plus néfastes.»

Une question similaire avait été posée à la mi-novembre dans le cadre d'un autre sondage Le Devoir-CKAC Sondagem, qui s'étendait cette fois à l'ensemble de la province. Les citoyens directement concernés par les fusions avaient alors rejeté le projet dans une proportion de 64 %. La ministre Harel avait rétorqué que le projet de loi venait à peine d'être déposé et que le gouvernement n'avait pas encore eu la chance d'en expliquer la teneur aux citoyens et de les convaincre de son impact positif.

«On est obligé de constater que la campagne d'information du gouvernement ne semble pas avoir eu les résultats escomptés», remarque Jean Noisieux.

me Jean Noisieux, de Sondagem. Les gens qui ont été les plus dérangés par les fusions ont été les gens de la banlieue. C'est eux qui craignent de perdre leur identité, c'est eux qui ont peur de devoir payer pour le déficit de Montréal, c'est eux qui ont peur que leur compte de taxes augmente. Depuis le début, ce sont ceux pour qui les conséquences de la réforme sont apparues les plus néfastes.»

Une question similaire avait été posée à la mi-novembre dans le cadre d'un autre sondage Le Devoir-CKAC Sondagem, qui s'étendait cette fois à l'ensemble de la province. Les citoyens directement concernés par les fusions avaient alors rejeté le projet dans une proportion de 64 %. La ministre Harel avait rétorqué que le projet de loi venait à peine d'être déposé et que le gouvernement n'avait pas encore eu la chance d'en expliquer la teneur aux citoyens et de les convaincre de son impact positif.

«On est obligé de constater que la campagne d'information du gouvernement ne semble pas avoir eu les résultats escomptés», remarque Jean Noisieux.

me Jean Noisieux, de Sondagem. Les gens qui ont été les plus dérangés par les fusions ont été les gens de la banlieue. C'est eux qui craignent de perdre leur identité, c'est eux qui ont peur de devoir payer pour le déficit de Montréal, c'est eux qui ont peur que leur compte de taxes augmente. Depuis le début, ce sont ceux pour qui les conséquences de la réforme sont apparues les plus néfastes.»

Une question similaire avait été posée à la mi-novembre dans le cadre d'un autre sondage Le Devoir-CKAC Sondagem, qui s'étendait cette fois à l'ensemble de la province. Les citoyens directement concernés par les fusions avaient alors rejeté le projet dans une proportion de 64 %. La ministre Harel avait rétorqué que le projet de loi venait à peine d'être déposé et que le gouvernement n'avait pas encore eu la chance d'en expliquer la teneur aux citoyens et de les convaincre de son impact positif.

«On est obligé de constater que la campagne d'information du gouvernement ne semble pas avoir eu les résultats escomptés», remarque Jean Noisieux.

me Jean Noisieux, de Sondagem. Les gens qui ont été les plus dérangés par les fusions ont été les gens de la banlieue. C'est eux qui craignent de perdre leur identité, c'est eux qui ont peur de devoir payer pour le déficit de Montréal, c'est eux qui ont peur que leur compte de taxes augmente. Depuis le début, ce sont ceux pour qui les conséquences de la réforme sont apparues les plus néfastes.»

Une question similaire avait été posée à la mi-novembre dans le cadre d'un autre sondage Le Devoir-CKAC Sondagem, qui s'étendait cette fois à l'ensemble de la province. Les citoyens directement concernés par les fusions avaient alors rejeté le projet dans une proportion de 64 %. La ministre Harel avait rétorqué que le projet de loi venait à peine d'être déposé et que le gouvernement n'avait pas encore eu la chance d'en expliquer la teneur aux citoyens et de les convaincre de son impact positif.

«On est obligé de constater que la campagne d'information du gouvernement ne semble pas avoir eu les résultats escomptés», remarque Jean Noisieux.

VULGAR DELI

mer. Je m'en fous. Ce n'est pas un Grammy», dit celui qui clame en rigolant, faisant référence au célèbre duo des derniers Grammys, qu'il aimerait lui aussi se produire avec Elton John.

Rock'n'roll et société

«VD est pas un band hardcore. Blood Sausage était hardcore. VD, c'est un retour aux bases du punk rock, avec un fou qui crie en avant. C'est pas mélodique, la musique est plus simple en structure. Le hardcore est rendu métal de nos jours, mais c'est pas notre style. Je sais pas décrire ce style, vas-y toi, pour la description», lance le chanteur dont la voix en entrevue, calme et ronde, tranche avec la voix de scène, haute et criarde. Du bon vieux rock'n'roll, plus vite et plus agressif, avec une voix que plusieurs trouveraient insupportable, avec une touche de rockabilly. (Ca ira?) «Pour la première fois, on a travaillé dans un gros studio. On ne travaille plus avec des quatre pistes dans notre sous-sol. La musique est plus vite, plus simple de structure, plus directe. Il n'y a pas cinq ou six changements de beat dans chaque toune.»

Les textes de VD n'y vont pas par quatre chemins. Outre une reprise musclée de *Embarque on ira pas vite*, de Willie Lamothe, Costa parle de la chose sans se gêner (*Fais voir ta chatte*), varlope les idéologies dominantes, gueule contre la pauvreté qui est devenue un objet fashion. C'a le mérite d'être clair, sur *Rayon d'soleil*, le screamer le dit: «J'en tabarnak.»

Provocant? «Pas vraiment. C'est mon point de vue sur la vie. Tout ce que je sais, c'est que je sais seulement que le monde a pas besoin d'une autre Céline Dion ou d'une autre tueur d'amour. Ils ont besoin d'une dose de points de vue différents. Parfois, pour balancer la vie, t'as besoin du négatif. Si des gens sont pas d'accord, qu'est-ce que tu veux que je fasse?»

VD est apolitique, dit Costa. Quand est venu le temps de parler de conscience sociale, puis de la langue et de la situation politique du Québec, Costa étouffe. «Je suis pour l'indépendance du Québec. Because it makes sense. J'essaie de pas être engagé. J'ai longtemps été totalement contre. Mais plus j'y pense, plus ça fait du sens. Je me souviens de la première fois où j'ai été devant une situation de racisme politique. It was when René Lévesque started his thing.» Les parents du chanteur lui disaient de ne pas écouter Lévesque, puisqu'il était francophone. Les parents de ses amis leur disaient de ne pas le fréquenter parce qu'il était grec et anglophone. «Je suis né à Parc Ex-

BONNET

SUITE DE LA PAGE 1

sier des garderies. Mme Maltais passe de ministre de la Culture à ministre déléguée à la Protection de la jeunesse. Quant à Jocelyne Caron, qui était whip, elle est maintenant secrétaire d'État à la Condition féminine.

Deux déplacements latéraux concernent des femmes. Il s'agit de Nicole Léger, qui quitte la Famille pour aller à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion, et Diane Lemieux. Cette dernière perd le ministère de l'Emploi alors que M. Landry vient de signifier que la lutte contre la pauvreté sera au centre des préoccupations du gouvernement. Elle a attiré plutôt lourdement à la Culture et aux Communications en déclarant sans y être amenée par les journalistes qu'«il n'y a pas vraiment de culture ontarienne».

Depuis l'arrivée plus importante de femmes en politique, le dossier de la culture est devenu moins prestigieux; depuis une quinzaine d'années, il a été presque exclusivement mené par des femmes. Ce qui semble être un recul sur le plan des responsabilités en ce qui concerne Diane Lemieux est compensé par sa nomination comme vice-présidente du Conseil du trésor, où elle délègue François Legault.

Visiblement fier de la représentativité des femmes au sein de son équipe, Bernard Landry a souligné que les six comités ministériels de coordination seront présidés par des femmes et que cinq des dix membres du comité des priorités sont des femmes.

Ce portrait a-t-il de quoi réjouir les femmes? Peu probable. Outre Mme Marois, qui occupe un poste stratégique, les femmes l'occupent pas, dans ce cabinet, la place que leur avait promise Bernard Landry. Mais à la décharge de M. Landry, il faut souligner la difficulté pour les partis politiques de recruter des femmes. Et ce n'est pas le geste symbolique d'une assermentation le 8 mars qui y changera grand-chose.

Day veut emprunter des politiques à Bush

PRESSE CANADIENNE

Washington — L'Alliance canadienne va se préparer aux prochaines élections fédérales en empruntant des politiques au président républicain George W. Bush et à la droite américaine, a déclaré hier Stockwell Day.

Le leader de l'Alliance canadienne, qui a passé deux jours dans la capitale américaine, a expliqué aux membres de l'American Enterprise Institute, un groupe de réflexion conservateur, qu'il allait profiter des prochaines années pour construire un parti conservateur moderne au Canada. «Nous sommes impatients de créer des liens avec nos homologues américains, d'apprendre des stratégies politiques de nos collègues républicains et de renforcer, avec votre aide, notre armure intellectuelle», a déclaré M. Day.

Au cours de son séjour à Washington, Stockwell Day a rencontré brièvement le vice-président Dick Cheney à la Maison-Blanche. Le leader de l'Alliance entendait démontrer à l'administration Bush qu'elle pouvait compter sur un «futur gouvernement» canadien plus amical. Mais au cours de l'entretien de 24 minutes qu'il a eu avec M. Cheney, ce message a peut-être été quelque peu brouillé par les discussions concernant notamment le bois d'œuvre et les subventions aux agriculteurs.

M. Day a également fait part de son appui au programme national de défense antimissiles des États-Unis, un appui qui, affirme-t-il, est moins équivoque que celui du gouvernement libéral de Jean Chrétien. Les libéraux fédéraux ont manqué d'enthousiasme au sujet du programme de défense antimissiles, a déclaré M. Day lors d'une conférence de presse tenue à l'extérieur de l'ambassade canadienne. A Washington, Stockwell Day n'a pas eu droit à la séance de photos protocolaire, un privilège que convoitent la plupart des leaders de l'opposition lorsqu'ils arrivent à la Maison-Blanche.

tension. Puis à Brossard, où j'ai grandi, c'était alors une vaste forêt. J'ai appris le français avec mes amis, pas à l'école. Je m'en... [blip] de l'école.»

«Ca se résume à ça. Les gens mélangent tout. Ce ne serait pas un geste politique intelligent, mais un geste culturel. Un Québécois fier est un Québécois fier. On n'a pas besoin de lois pour imposer ça aux gens. Je connais plein de gens qui ont des couilles comme ça. Mais je pense que c'est égoïste et stupide que les anglophones n'apprennent pas le français dans une province où le français est majoritaire. De toute manière, c'est une autre langue. F... [blip]! I want my kid to learn french. Mais je suis content qu'on paye des... [blip] à Ottawa pour qu'ils viennent nous dire quoi faire.»

Reste que VD est un des groupes les plus dévastateurs à gagner la scène montrealaise depuis un moment. «Je sais que c'est pas de la musique pour tout le monde. Dans la vie, je suis un gars facile d'accès. La musique, c'est une thérapie. Si des gens aiment pas ma musique, qu'ils le disent; après, on ira prendre un cognac.»

La paternité n'a pas calmé l'homme, mais son fils de trois ans est, dit-il, ce qui compte le plus. Les journées sont bien remplies. Tous deux se lèvent tôt et font ensemble les livraisons prévues. «Tout ce que je fais, c'est pour lui donner l'exemple de ne jamais abandonner ses rêves. Avec tout l'argent, le temps et les efforts que j'ai mis dans la musique en 15 ans, j'aurais pu m'acheter une maison. J'ai eu plusieurs occasions d'avoir une job steady. J'imagine que je me suis gaspillé à vouloir être mon propre boss. J'ai même dit non à mon père. Deep down inside I hope that he's happy for me. Il vient d'une vieille mentalité grecque, qui valorise le travail. I believe in that. Si mon fils veut faire un avocat, je vais l'aider. Mais je sens que c'est de plus en plus difficile de réaliser ce genre de choses dans l'environnement dans lequel on vit. Les gens se marchent dessus, se plantent des couteaux dans le dos. And for what? D'un certain point de vue, on appelle ça avoir un code d'honneur.»

Les choses vont vite pour The Vulgar Deli. L'album, les lancements, des critiques positives ont paru dans les hebdo culturels et dans *Le Devoir*. «Je suis très fier de l'album, je l'écoute souvent et j'en suis très content», termine le monoclé. L'album de la formation a été lancé hier soir à Ottawa. Ce soir, le lancement se fait à Montréal, au Jailhouse, au 30 de l'avenue Mont-Royal Ouest, à 20h. La prestation est précédée d'un film de série B de Luc Binette et Ludovic Spénard, *Théo génétiquement modifié*. C'est gratuit.